

zu Flag. Ich gebe Ihnen noch Zusatzinformationen, wie das der Bundesrat sieht. Flag ist eine Möglichkeit, gewisse Staatsaufgaben rationeller zu erfüllen. Wir müssen das tun, weil aus dem Steuerfranken mehr herausschaut.

Wir sind der Meinung, die Flag-Erfahrungen seien gut. Wir sind froh, dass das Parlament das gleich sieht. Wir sollten Flag nicht aufheben. Wir sind aber auch der Meinung, man könne nicht die gesamte Bundesverwaltung «flagifizieren». Es eignet sich nicht alles in gleicher Weise, obschon man gewisse Erkenntnisse durchaus in die Bundesverwaltung einfließen lassen könnte. Wir sind der Meinung, dass Flag dort, wo es möglich ist, noch ausgebaut werden sollte. Wir werden Ihnen das in einem Bericht darlegen, aber das hat irgendwo auch Grenzen.

Das letzte Stichwort bei der rationellen Aufgabenerfüllung ist der neue Finanzausgleich. Hier können wir dieses System, dieses Gesamtsystem Schweiz, effizienter machen. Klarere, transparentere Geldflüsse, steuerbare Geldflüsse, klarere Verantwortlichkeiten, alles das ist gut. Jetzt komme ich zurück auf die Kinderkrippen. Mit solchen Dingen, die eigentlich einer untergeordneten Ebene zugeordnet werden müssen, sollte man nicht gleichzeitig – wenn man mit dem Finanzausgleich wieder Ordnung schaffen will – genau das Gegenteil von dem machen, was eigentlich von den Grundsätzen her gemacht werden müsste. In solchen Fällen müssen wir den Mut haben, hin und wieder zu sagen: Das ist eine gute Sache, aber macht das auf Kantons- oder Gemeindeebene, es liegt nicht am Bund, das zu tun.

Das sind die allgemeinen Bemerkungen. Ich glaube, wir sind uns hier alle einig: Was wir heute tun, ist gehabte Freuden absegnen, Absegnen ist Fortschreibung dessen, was im Moment angesichts der Bindungen nicht anders gemacht werden kann. Aber ich hoffe, dass diese Debatte immerhin zur Folge hat, dass wir in Bezug auf die Sachpolitik im Lichte des Finanzplanes wieder realisieren, dass die Bäume auch hier nicht in den Himmel wachsen.

Le président (Cottier Anton, président): Nous en venons maintenant aux détails du budget.

*Die Beratung dieses Geschäfts wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

01.046

Voranschlag der Eidgenossenschaft 2002 Budget de la Confédération 2002

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 28.09.01
Message du Conseil fédéral 28.09.01

Bestellung: EDMZ, 3003 Bern/Commande: OCFIM, 3003 Berne
Ständerat/Conseil des Etats 27.11.01 (Erstrat – Premier Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 27.11.01 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 28.11.01 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 03.12.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 04.12.01 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 05.12.01 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 05.12.01 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 10.12.01 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 11.12.01 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 12.11.01 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 12.12.01 (Differenzen – Divergences)

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

1. Finanzrechnung

1. Compte financier

Detailberatung – Examen de détail

Sofern nichts anderes vermerkt ist:

- beantragt die Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates;
- stimmt der Rat den Anträgen der Kommission zu.

Sauf indication contraire:

- la commission propose d'adhérer au projet du Conseil fédéral;
- le Conseil adhère aux propositions de la commission.

Behörden und Gerichte – Autorités et tribunaux

Le président (Cottier Anton, président): M. Pfisterer, rapporteur, renonce à prendre la parole.

Departement des Innern – Département de l'intérieur

*306 Bundesamt für Kultur
306 Office fédéral de la culture*

Antrag Brunner Christiane
3600.105 Buchausstellungen im Ausland
(300 000 Franken für den internationalen Buchsalon in Genf)

Antrag Langenberger
3600.151 Filmförderung
Fr. 25 095 000

Proposition Brunner Christiane
3600.105 Expositions du livre à l'étranger
(300 000 francs pour le Salon international du livre de Genève)

Proposition Langenberger
3600.151 Encouragement du cinéma
Fr. 25 095 000

Gentil Pierre-Alain (S, JU), pour la commission: Je vais pouvoir limiter mon propos à l'essentiel dans la mesure où le budget du Département fédéral de l'intérieur ne montre pas d'éléments extraordinaires qui ressortent particulièrement



de la planification financière, ou qui marqueraient un écart important par rapport aux comptes 2000 ou au budget 2001. Il convient en outre de préciser qu'une partie très importante des dépenses de ce département sont des dépenses liées, qui reposent sur des bases légales ou sur des droits de nos citoyens – pensez à l'AVS, à l'AI, aux assurances-maladie – et qui ne se prêtent donc pas à des modifications d'ordre budgétaire.

Ceci dit, quelques remarques tout de même. Pour respecter les directives de la planification des finances, plusieurs cas de report ou de ralentissement d'activités doivent être soulignés, par exemple dans le domaine de la protection du patrimoine culturel ou de certains travaux statistiques. Cela ne remet pas en cause des choix antérieurs, simplement ça les diffère dans le temps.

A l'inverse, quelques problèmes d'actualité conduisent à des adaptations ou à des modifications budgétaires à la hausse, voire même à certains dépassements. C'est le cas, par exemple, pour l'Office fédéral de la santé publique, qui, après avoir dû prendre des mesures urgentes dans le cas de la crise de la vache folle, a dû aussi prendre un certain nombre de mesures préventives et mettre sur pied une structure particulière lorsque, à la suite des événements du 11 septembre dernier, il y a eu des inquiétudes à propos de la propagation de l'anthrax.

Quelquefois, c'est le Parlement lui-même qui influence cette planification. Ainsi, la motion Plattner 01.3159, transmise par les deux Conseils, demande-t-elle d'augmenter l'aide aux universités. C'est une proposition qui a été reprise par notre commission; nous en débattrons tout à l'heure. Ce sont parfois également des législations étrangères qui contraintent à prendre des mesures d'urgence, par exemple le déflocage de l'amiante dans les bâtiments que notre pays possède à Paris, dans la Cité universitaire. Enfin, parfois, d'heureuses surprises engendrent des dépenses supplémentaires: l'augmentation de la fréquentation des musées conduit ainsi à des frais accrus en matière de frais d'entretien notamment. Vous l'aurez compris, le budget du Département fédéral de l'intérieur ne se singularise pas cette année. Votre commission ne propose qu'une seule modification au projet du Conseil fédéral, c'est la modification liée à la motion Plattner que nous avons transmise et qui, au moment où le Conseil fédéral préparait son budget, n'avait pas encore été transmise par le Conseil national.

Je prolonge, en l'absence de M. Fünfschilling qui a dû retourner dans son canton ce matin, par quelques mots sur les écoles polytechniques fédérales. Le budget 2002 de ces écoles est l'avant-dernier de la période du premier mandat de prestations qui s'étend jusqu'à 2003 et, pour la première fois dans le projet de 2002, le transfert des comptes a été réalisé et l'autonomie financière des écoles polytechniques est ainsi effective. Le budget présenté respecte la planification et n'appelle en conséquence pas de remarque, du point de vue naturellement du montant global. S'agissant de la répartition, de la ventilation de ce montant, il y a naturellement un travail très important qui a été entrepris au sein des écoles et dont notre commission a pris connaissance. Ce travail doit être poursuivi et approfondi pour améliorer la transparence de la gestion. Il y a encore ça et là quelque brouillard et quelque flou sur l'organisation de la comptabilité interne. La volonté des écoles est de pratiquer la transparence. De son côté, le Parlement suit le travail des écoles polytechniques fédérales par différentes commissions, qu'il s'agisse de la Commission des finances, de la Commission de gestion, de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture; ces trois commissions sont en train de mettre au point un dispositif de suivi qui devrait nous permettre d'accompagner les écoles polytechniques de manière intelligente, c'est-à-dire en leur évitant de devoir répéter trois fois la même chose devant trois commissions différentes, mais plutôt d'organiser des entretiens différents où on peut respectivement parler de la problématique de la formation, de la problématique des finances et du suivi de la gestion.

Je vous propose donc d'accepter, sans proposition de modification de la part de votre commission, le budget des écoles

polytechniques tel que présenté, sans naturellement me prononcer sur des propositions individuelles qui pourraient venir et qui n'ont pas été examinées dans le cadre de la commission.

Brunner Christiane (S, GE): La proposition d'amendement au budget 2002 que je fais résulte d'une situation un peu extraordinaire pour l'année 2002 en ce qui concerne le Salon international du livre qui se tient régulièrement à Genève, début mai. C'est un salon du livre qui a un grand succès, une grande audience, notamment dans toute la francophonie: il ne se contente pas de rassembler seulement la Suisse romande.

En ce moment, le Salon international du livre de Genève subit l'impact des réductions budgétaires de la SSR et également l'impact des réductions budgétaires de la Loterie Romande. D'autre part, la Confédération ne dispose plus des crédits extraordinaires qui ont servi à soutenir le Salon du livre de Genève en l'an 2000 et en l'an 2001, qui résultait de la vente des médailles commémoratives du 700ème anniversaire de la Confédération.

Une proposition pour soutenir de manière plus importante, dans le sens où je vous le demande, c'est-à-dire avec 300 000 francs supplémentaires, a semble-t-il été acceptée par la commission du Conseil national, mais seulement à partir de l'année 2003. Il reste donc un trou budgétaire pour l'année 2002 en ce qui concerne l'organisation du Salon international du livre de Genève et cela pourrait mettre en cause de manière définitive l'organisation de ce salon à Genève, alors qu'il dispose d'un taux de fréquentation extrêmement grand et d'une aura en milieu francophone d'une grande importance.

Je vous demande de suivre ma proposition et de prévoir, pour l'année 2002, un soutien financier au Salon international du livre de Genève.

Gentil Pierre-Alain (S, JU), pour la commission: Comme je l'ai indiqué, la commission ne s'est pas prononcée sur cette proposition. Elle n'a pas d'avis à formuler, puisqu'elle n'a pas été saisie de cette affaire lors de ses débats.

Villiger Kaspar, Bundesrat: Ich kenne dieses Problem an sich nicht und lese Ihnen vor, was ich in dieser Sekunde von meinen Fachleuten bekommen habe. Gleichzeitig werde ich auch den Inhalt dieser Argumentation aufnehmen.

Dieser Zahlungskredit ist seit Jahren plafonierte und für bestimmte, definierte Zwecke bestimmt, vor allem für die Promotion von Ausstellungen im Ausland. Der internationale Buchsalon in Genf hat ausnahmsweise über den Prägegewinn einen einmaligen Beitrag erhalten. Eine Wiederholung ist grundsätzlich im Jahr 2002 vom Bundesamt für Kultur nicht vorgesehen worden. Diese Prägegewinne werden jedes Mal neu verteilt. Für die Unterstützung über einen Spezialkredit fehlt momentan aus Sicht meiner Fachleute die Rechtsgrundlage. Eine allfällige spätere Unterstützung könnte im Rahmen des neuen Kulturförderungsgesetzes geprüft werden.

Ich gehe also davon aus, dass eine Rechtsgrundlage fehlt; das ist der Grund dafür, dass ich Ihnen empfehlen möchte, diesen Antrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Brunner Christiane 10 Stimmen
Dagegen 21 Stimmen

Langenberger Christiane (R, VD): Je ne sais pas de quelle catégorie je fais partie: est-ce de celle qui demande un peu plus de dessert ou un peu plus d'entrée, Monsieur le Conseiller fédéral? Mais enfin, je défends cette position. J'ai bien écouté les avertissements de prudence de M. Merz et du Conseil fédéral. J'y suis sensible aussi comme vous. Néanmoins, j'aimerais revenir sur ce problème du cinéma,



parce que nous avons eu l'occasion d'en parler à plusieurs reprises lors des dernières sessions.

J'aimerais vous rappeler qu'il y a une demande d'augmentation qui émane de la Commission des finances du Conseil national et que je vous propose un montant légèrement inférieur. J'aimerais aussi souligner à quel point, lors de nos débats sur la loi sur le cinéma, qui ont été longs et fastidieux, nous avons néanmoins reconnu l'importance de cette branche comme soutien à notre pluriculturalité en Suisse. C'est important de le relever. Le «grounding» des avions Swissair, l'affaire Sabena, ont à nouveau porté atteinte à l'image de notre pays. Or, l'audiovisuel est un moyen primordial de réaffirmer nos valeurs, de nous faire connaître tels que nous sommes.

Le film documentaire suisse est réputé à l'échelle internationale. Il est diffusé dans le monde entier. Sans se concentrer uniquement sur des problématiques internes, nos documentaristes montrent également des réalités lointaines, démontrant ainsi que la Suisse s'intéresse également aux autres, qu'elle n'est pas repliée sur elle-même. La fiction suisse, quant à elle, parvient aussi à faire connaître notre pays, notre environnement, nos richesses par-delà les frontières. Mais, comme vous le savez, l'accès au marché est devenu de plus en plus difficile, la concurrence est rude.

Les 2 millions de francs supplémentaires inscrits au budget par le Conseil fédéral ne le sont pas en réalité. Rappelez-vous que nous avons largement approuvé «Succès suisse», qui incite notamment les réalisateurs et les producteurs à trouver leur public. Or, «Succès suisse» était jusqu'ici partiellement financé dans sa phase probatoire par des institutions privées. Avec la nouvelle loi sur le cinéma, c'est à la Confédération de le financer, ce qui mobilise précisément ces 2 millions de francs.

Le crédit cinéma, actuellement, craque sous toutes ses coutures, à tel point que l'année passée, au milieu de l'année, il n'y avait plus un sou dans les caisses. Si nous ne faisons pas un réel geste financier en portant pour 2002 ce crédit à au moins ce que je propose, soit 25 millions de francs, nous prenons le risque de casser la dynamique que la profession a lancée depuis plusieurs années avec l'aide de SRG SSR Idée suisse dans le cadre du Pacte de l'audiovisuel. Or, ce Pacte de l'audiovisuel, sachez-le, a une reconnaissance au niveau international parce que c'est la première fois que ces deux entités travaillent aussi intensément ensemble.

C'est pourquoi je vous propose d'augmenter cette position de 19'095 000 francs à 25'095 000 francs. C'est donc une situation intermédiaire par rapport à ce que demande le Conseil national.

Villiger Kaspar, Bundesrat: Für die Filmförderung ist einiges getan worden. Gegenüber der Rechnung 2000 haben wir den entsprechenden Betrag von 13,3 Millionen auf 17,1 Millionen Franken im Voranschlag 2001 erhöht; das ist ein Zuwachs um fast einen Drittel. Im Voranschlag 2002 haben wir den Betrag nochmals um 2 Millionen auf 19,1 Millionen Franken erhöht. Im Finanzplan 2003 bis 2005 – ich habe die Zahlen gesucht, aber nicht gerade gefunden – sind weitere Erhöhungen vorgesehen. Wir haben also in letzter Zeit einiges getan, aber man kann sich natürlich immer streiten, in welchem Ausmass das geschehen ist. Aber wir müssen auch im ganzen Kulturbereich gewisse Prioritäten setzen. Nachdem wir beim Film einen doch beachtlichen Schritt getan haben, meine ich, dass es anderen Notwendigkeiten gegenüber nicht angemessen wäre, hier noch in besonderer Weise aufzustocken.

Das ist der Grund dafür, im Lichte meiner allgemeinen Ausführungen, dass ich Ihnen bei aller Sympathie für den Film beliebt machen möchte, bei den bundesrätlichen Entwürfen zu bleiben.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Langenberger 10 Stimmen
Dagegen 16 Stimmen

327 Bundesamt für Bildung und Wissenschaft
327 Office fédéral de l'éducation et de la science

Antrag der Kommission

3600.001 Hochschulförderung, Grundbeiträge
Fr. 415 890 000

Antrag Plattner

3600.001 Hochschulförderung, Grundbeiträge
Fr. 443 890 000

Eventualantrag Plattner

(falls der Hauptantrag abgelehnt wird)
3600.001 Hochschulförderung, Grundbeiträge
Fr. 415 890 000

Proposition de la commission

3600.001 Aide aux universités, subventions de base
Fr. 415 890 000

Proposition Plattner

3600.001 Aide aux universités, subventions de base
Fr. 443 890 000

Proposition subsidiaire Plattner

(au cas où la proposition principale serait rejetée)
3600.001 Aide aux universités, subventions de base
Fr. 415 890 000

Gentil Pierre-Alain (S, JU), pour la commission: Formellement, la proposition de la commission ne correspond pas au projet du Conseil fédéral, mais le montant qui est porté sur le dépliant a l'agrément du Conseil fédéral. Il résulte simplement d'une adaptation apportée par le Conseil fédéral à son texte initial suite à l'adoption par le Conseil national de la motion Plattner 01.3159, «Augmentation substantielle des subventions de base aux universités cantonales». Je souhaite peut-être que M. Kaspar Villiger, conseiller fédéral, le confirme pour la clarté des choses. Ce n'est pas une divergence avec le Conseil fédéral, c'est la proposition de la commission, suite à la motion Plattner, qui est acceptée par le gouvernement. Par contre, M. Plattner propose, à titre personnel, une élévation du montant, proposition qui n'a pas été examinée par la commission et à propos de laquelle je ne vais pas m'exprimer.

Villiger Kaspar, Bundesrat: Es gab natürlich einen Nachholbedarf bei den Grundbeiträgen. Dem wurde aber schon in der Botschaft über die Förderung von Bildung, Forschung und Technologie in den Jahren 2000–2003 Rechnung getragen. Die Kredite für die Jahre 2002 und 2003 wurden um acht Prozent erhöht, zahlbar dann jeweils im Folgejahr. Das ist also bereits eine substanziale Erhöhung gewesen.

Nun wissen wir, dass beide Räte die Motion Plattner überwiesen haben. Das ist der Grund dafür, dass wir der Erhöhung um 32 Millionen Franken zustimmen. Das ist einvernehmlich mit den Kommissionen so vereinbart worden.

Ich darf darauf hinweisen, dass Herr Plattner im Begründungstext von 60 Millionen Franken per annum gesprochen hat, aber im Motionstext ist nur die Rede von einer substanzialen Erhöhung. Herr Plattner hat bei der Begründung selber gesagt, dass er die Interpretation des Wortes «substanzial» dem Bundesrat überlasse. Der Bundesrat ist nun der Meinung, dass diese 32 Millionen Franken substanzial seien. Anscheinend teilt Herr Plattner diese Interpretation nicht ganz, deshalb möchte er bei seiner Zahl, die er damals bei der Begründung als Richtzahl erwähnt hat, bleiben. Wir sind aber ganz klar der Meinung, dass sich die Kantone in den letzten Jahren hier etwas entlastet haben und die Universitäten möglicherweise nicht einmal in der Lage wären, diese noch grössere Erhöhung zu verdauen.

Wir sind der Meinung, 32 Millionen Franken seien sehr substanzial. Deshalb möchte ich Sie bitten, hier nicht dem An-



tragsteller zu folgen, sondern der Mehrheit Ihrer Kommission, im Einvernehmen mit dem Bundesrat.

Plattner Gian-Reto (S, BS): Aus der Tatsache, dass ich das Wort nicht vor dem Bundesrat ergriffen habe, sehen Sie, dass ich diesen Antrag zurückgezogen habe, der die 60 Millionen Franken betrifft. Ich bleibe nur noch bei meinem Eventalantrag. Dieser wirkt sich aber auf diese Position, mit anderen Worten auf das Budget des nächsten Jahres, nicht aus.

Le président (Cottier Anton, président): M. Plattner a retiré sa proposition.

*Angenommen gemäss Antrag der Kommission
Adopté selon la proposition de la commission*

Justiz- und Polizeidepartement Département de justice et police

*402 Bundesamt für Justiz
402 Office fédéral de la justice*

Antrag der Kommission

3600.002 Betriebsbeiträge an Erziehungsheime

Fr. 64 690 000

4600.001 Baubeiträge an Strafvollzugseinrichtungen

Fr. 15 715 000

Proposition de la commission

3600.002 Subventions d'exploitation à des institutions d'éducation

Fr. 64 690 000

4600.001 Subventions de construction aux établissements servant à l'exécution des peines et mesures et aux maisons d'éducation

Fr. 15 715 000

Leuenberger Ernst (S, SO), für die Kommission: Zum Budget des Justiz- und Polizeidepartementes: Es gibt keine vom Bundesrat abweichenden Anträge, weder beim Budget 2002 noch beim Nachtrag II zum Budget 2001. Einige Bemerkungen aus den Beratungen in der Finanzkommission:

Die Finanzkommission hat einmal mehr festgehalten, dass das Budget des EJPD umfangmässig zu den kleineren gehört, dass es etwas mehr als 3 Prozent des Bundeshaushaltes beansprucht und überdies die Eigenheit vorzuweisen hat, dass vier Fünftel dieses EJPD-Budgets im Flüchtlingsbereich, beim Bundesamt für Flüchtlinge, eingesetzt werden. Insgesamt weist das EJPD einen Rückgang der angeforderten Budgetmittel aus. Das ist weitestgehend oder praktisch ausschliesslich auf den Rückgang der budgetierten Ausgaben im Flüchtlingsbereich zurückzuführen. Aber bereits der Präsident der Finanzkommission, Herr Merz, hat darauf hingewiesen, dass die Aufwendungen in diesem Bereich durch uns relativ schlecht beeinflusst werden können. Es können immer Ereignisse eintreten, die dann sehr kurzfristig zu höheren Ausgaben führen. Wir hoffen, dass dies im Jahre 2002 nicht der Fall sein wird.

Einige kurze Bemerkungen zu einzelnen Bundesämtern: Sie haben auf der Fahne entdeckt, dass beim Kommissionsantrag zum Bundesamt für Justiz leicht geänderte Beträge stehen. Das ist die harmloseste Geschichte, die passieren kann. Wenn Sie nämlich die jeweiligen Beträge zusammenzählen, ergeben sie die gleiche Summe. Die Verwaltung hat uns erklärt, es sei hier ein Irrtum passiert, den man jetzt korrigiert habe. Die Anträge der Finanzkommission sind damit auch die Anträge der Verwaltung, und – nehme ich an – des Bundesrates. Es handelt sich hier offenbar um einen technischen Irrtum, der da vorgekommen ist.

Wir haben dann das Budget des Bundesamtes für Polizei etwas näher angeschaut. Sie stellen hier ein erhebliches, ein 14-prozentiges Budgetwachstum fest. Das hängt eindeutig

mit der so genannten Effizienzvorlage zusammen. Die Bekämpfung organisierter Kriminalität hat ein grösseres Personalwachstum und Mehraufwendungen im Informatikbereich zur Folge. Im Zusammenhang mit dem Personalwachstum beim Bundesamt für Polizei haben wir festgestellt, dass in einzelnen Kantonen grosse Sorge herrscht, die kantonalen Polizeikorps könnten praktisch ausgeblutet werden, wenn der Bund so viele Leute rekrutiert.

Die Frau Justizministerin hat uns in der Finanzkommission allerdings überzeugend dargetan, dass bisher blos 49 Personen von den Kantonen zum Bund gewechselt hätten; sie könnte sich kaum vorstellen, dass mit diesen 49 Personen der Tatbestand des «Ausblutens» erfüllt sei. Wir haben von diesen Ausführungen Kenntnis genommen, aber ebenfalls von den Sorgen einiger Kantone, die anhand von möglichen Beispielen und auch von Lohnvergleichen darauf hingewiesen haben, dass der Bund sehr attraktive Angebote macht. Persönlich würde ich als Gewerkschaftsvertreter sagen: Ein bisschen Wettbewerb kann gelegentlich nicht schaden. Diese Bemerkung mache ich aber ausserhalb meiner Berichterstattung.

Wir haben sodann beim Bundesamt für Ausländerfragen davon Kenntnis genommen, dass vom Bundesrat eine leichte Erhöhung des Beitrages für Integrationsmassnahmen vorgesehen ist. Wir haben bei unseren Kommissionsberatungen noch nicht gewusst, dass in der Kommission des Nationalrates hier ein Erhöhungsantrag gestellt worden ist. Aber die Kommission beantragt Ihnen, der Fassung des Bundesrates zuzustimmen, wiewohl wir davon Kenntnis davon genommen haben, dass da Dutzende, wenn nicht Hunderte von Gesuchen vorliegen und obschon auch wir von der Finanzkommission den Integrationsmassnahmen eine grosse Bedeutung beimessen.

Bei der Bundesanwaltschaft haben wir ebenfalls festgestellt, dass in der Folge der Effizienzvorlage das Budget praktisch verdoppelt wird. Wir haben im Einvernehmen mit der Finanzdelegation darauf hingewiesen, dass es wohl klug ist, da zwar vorwärts zu machen – die Effizienzvorlage ist verabschiedet –, aber das Wachstum doch so auszugestalten, dass es verkraftbar ist.

Beim Bundesamt für Flüchtlinge haben wir festgestellt, dass das Budget um 146 Millionen Franken tiefer ausfällt als im Vorjahr. Das beruht auf der Annahme, dass im Vergleich zum Vorjahr keine grösseren Zahlen von Asylbewerbenden unser Land aufsuchen werden – mit dem jährlich hier vorgebrachten üblichen Vorbehalt, dass gewisse Ereignisse kaum zu beeinflussen sind.

Wir haben bei der Rubrik Spielbanken festgestellt, dass da Aufwendungen verbucht sind, die offensichtlich nötig waren. Wir haben auch festgestellt, dass allfällige Einnahmen, die dann hoffentlich eintreffen werden, dafür beim Bundesamt für Sozialversicherung budgetiert sind.

Sie haben bei der Botschaft zum Nachtrag festgestellt, dass auch unter den Nachträgen ein einziger Kredit aus dem EJPD aufgeführt ist. Die Kommission beantragt Ihnen Zustimmung zu diesem Nachtragskredit im Betrag von 7 258 000 Franken.

Ich will Ihnen nicht verschweigen, dass hierzu in der Subkommission eine kurze Diskussion stattgefunden hat, weil rund die Hälfte dieses soeben zitierten Betrages in diesem Nachtrag eine Kostenentschädigung für Sicherheitskosten beim WEF in Davos von Ende Januar 2001 ist.

Es gab Leute, die fanden, es sei nicht unbedingt die erste Aufgabe des Bundes, eine private Veranstaltung in Davos zu schützen. Wir haben den Betrag für diese Aufwendungen im Budget 2002 gesucht, weil wir inzwischen erfahren haben, dass die Sicherheitsaufwendungen für das Jahr 2002 noch erheblich höher ausfallen sollten. Frau Bundesrätin Metzler hat uns aber am gleichen Tag druckfrisch mitgeteilt, das WEF 2002 finde nicht in Davos statt. Damit hat sich diese Diskussion um die Sicherheitsaufwendungen erübrigert.

Wir haben dann darauf verzichtet, im Sinne einer Demonstration den Nachtragskredit nicht zu bewilligen, was ohnehin nicht sehr hilfreich und nützlich gewesen wäre. Aber immerhin, würde ich einmal beifügen, wenn in einem kom-



menden Budget wieder «Höhere Sicherheitsaufwendungen» verbucht sein werden, müssen sich der Herr Finanzminister und die Frau Justizministerin auf eine kleine Diskussion gefasst machen. Aber der Bundesrat wird in seiner Weisheit die richtigen Beschlüsse fassen.

Ich beantrage Ihnen Zustimmung zum Budget des Justizdepartementes, ebenfalls Zustimmung zum einzigen Nachtragskredit des Justizdepartementes.

Angenommen – Adopté

Departement für auswärtige Angelegenheiten Département des affaires étrangères

Schweiger Rolf (R, ZG), für die Kommission: Das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten ist finanziell gesehen wohl das kleinste der Departemente. Sein Ausgabenvolumen macht 3,5 Prozent der Gesamtausgaben aus und erreicht einen Wert von 1,77 Milliarden Franken.

Um Ihnen einen Überblick zu geben, wie sich dieser Betrag grob aufteilt, kann man sagen, dass rund 30 Prozent Aufgaben des «Kern-EDA» sind, während die restlichen 70 Prozent durch die Deza ausgegeben werden. Die Ausgaben im EDA steigen stärker als jene der übrigen Departemente, und zwar um rund 6 Prozent bzw. um 100 Millionen Franken. Hierfür gibt es zwei Gründe:

1. Es ist Ihnen bekannt, dass der Bundesrat beschlossen hat bzw. sich auf den Standpunkt stellt, dass die Ausgaben für die Entwicklungszusammenarbeit der Schweiz längerfristig ansteigen sollen, und zwar bis auf eine Höhe von 0,4 Prozent des Bruttosozialproduktes. Heute haben Sie das erste Mal ein Budget vor sich, das mit dieser Entwicklung beginnt. Der erste Schritt in Richtung dieser 0,4 Prozent wird also mit diesem Budget getan, und zwar werden die Ausgaben für die Entwicklungszusammenarbeit um rund 60 Millionen Franken erhöht.

Um Ihnen einen Einblick zu geben, was dies nun mit Blick auf das BSP bedeutet, kann festgehalten werden, dass die Entwicklungszusammenarbeit derzeit erst 0,31 Prozent ausmacht. Um die Zielgröße von 0,4 Prozent zu erreichen, müssen Sie sich vergegenwärtigen, dass wir am Schluss pro Jahr 400 Millionen Franken mehr ausgeben müssten, als dies heute der Fall ist. Ob bzw. in welchem Umfang das Parlament diese Entwicklung mitzutragen beabsichtigt, wird sich in den Folgejahren zeigen.

2. Ein weiterer Grund für die gegenüber 2001 erhöhten Ausgaben besteht im Beitritt zur Uno. Diese Frage ist noch nicht entschieden; dazu wird eine Volksabstimmung stattfinden. Wenn diese Abstimmung positiv ausfällt, kann ein Uno-Beitritt im Oktober 2002 erfolgen, sodass die höheren Ausgaben, welche die Schweiz im Falle eines Beitrittes zur Uno zu leisten hat, nur pro rata temporis bezahlt werden müssen, also für ein Vierteljahr. Das macht dann 28 Millionen Franken aus. Diese beiden Positionen – erhöhte Entwicklungszusammenarbeit und erhöhter Beitrag an die Uno – erklären also den erhöhten Ausgabenbedarf des EDA.

Mit Bezug auf die Nachträge habe ich nur eine Bemerkung zu machen: Es ist Ihnen aufgefallen, dass die Deza für humanitäre Aktionen und für Osthilfe wiederum einen Nachtragskredit anbegeht. Das ist schon früher aufgefallen, und unsere Kommission hat sich die Frage gestellt, ob sich dies nicht vermeiden lasse. Wir haben diese Frage intensiv diskutiert, vor allem auch vonseiten der Finanzdelegation, und haben zur Kenntnis nehmen müssen, dass die Deza zwar jedes Jahr eine gewisse Kreditreserve in der Größenordnung von 10 Millionen Franken einstellt und der Auffassung ist, die anfallenden speziellen Ereignisse damit auffangen zu können. Es hat sich jedoch immer wieder gezeigt, dass dies nicht der Fall ist. Vor allem gegen das Jahresende können Ereignisse eintreten, die eine spontane Hilfe der Schweiz erfordern und entsprechende Nachträge notwendig machen.

Aufgrund dieser relativ kurzen Ausführungen stelle ich den Antrag, die Vorschläge des Bundesrates, welche mit denjenigen unserer Kommission identisch sind, zu akzeptieren,

dies sowohl bezüglich des Voranschlages 2002 wie bezüglich des Nachtrages II zum Voranschlag 2001.

Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport Département de la défense, de la protection de la population et des sports

Inderkum Hansheiri (C, UR), für die Kommission: Der Voranschlag 2002 für das VBS sieht Ausgaben von 4,823 Milliarden Franken vor. Wir haben gegenüber dem Voranschlag 2001 einen Zuwachs um 28 Millionen Franken oder 2,1 Prozent und gegenüber der Rechnung 2000 von plus 131 Millionen Franken. Das ergibt einen Zuwachs von gut 9 Prozent. Es handelt sich um den ersten Voranschlag nach dem so genannten Stabilisierungsprogramm, welches bekanntlich für das VBS bedeutende Abstriche zur Folge hatte. Prägend für die Ausgaben des VBS sind die Ausgaben im Bereich Verteidigung. Sie betragen 4,5 von insgesamt – wie erwähnt – 4,823 Milliarden Franken. In diesem Bereich betragen die Abweichungen gegenüber dem Voranschlag 2001 plus 86,2 Millionen Franken, das sind plus 2 Prozent. Gegenüber der Rechnung 2000 sind es 101,5 Millionen Franken.

Es sind im Wesentlichen die folgenden Faktoren, welche zu dieser Erhöhung geführt haben: Beim Generalsekretariat ist es die Umsetzung des sicherheitspolitischen Berichtes «Sicherheit durch Kooperation» im Bereich der Friedensförderung. Beim Heer macht der rechtzeitige Aufwuchs des Lehrpersonals und der Zeitsoldaten plus 14 Millionen Franken aus. Bei der Gruppe Rüstung geht es um Mehrausgaben für Projektierung, Erprobung und Beschaffungsvorbereitung zur Erreichung der rechtzeitigen Beschaffungsreife von Rüstungsprojekten für die «Armee XXI»; hier sind es plus 38 Millionen Franken. Schliesslich haben wir noch eine Erhöhung bei der Luftwaffe um 15 Millionen Franken, dies bedingt durch die Zusammenführung der militärischen und der zivilen Flugüberwachung in der Firma Skyguide.

Die Rüstungsquote, d. h. das Verhältnis zwischen Rüstungs- und Betriebsausgaben, beträgt gemäss Voranschlag 2002 36,1 Prozent. Es bedeutet dies einen leichten Anstieg gegenüber dem Voranschlag 2001 um 1,5 Prozent. Zum Vergleich: Im Jahre 1992 betrug die Rüstungsquote noch 51,4 Prozent. Das zeigt natürlich das Problem, welches das VBS im Zusammenhang mit dem Stabilisierungsprogramm hatte. Die Kürzungen gingen nämlich im Wesentlichen zulasten der Investitionen. Bis zum Jahre 2004 soll die Rüstungsquote auf 40,4 Prozent ansteigen, was ungefähr dem Stand des Jahres 2000 entsprechen würde.

Beim Bundesamt für Zivilschutz betragen die Ausgaben 75,1 Millionen Franken, sie liegen damit um 2 Millionen Franken oder 2,9 Prozent über dem Voranschlag 2001. Die Erhöhung ist im Wesentlichen durch Ersatzbeschaffungen und Beschaffungen im Bereich des Zivilschutzmaterials begründet. Es geht um Material, für welches der Bedarf zweifelsfrei ermittelt werden kann oder der Materialersatz aus Sicherheitsgründen erforderlich ist.

Wie ist dieser Voranschlag des VBS zu beurteilen? Zunächst ist darauf hinzuweisen, dass es in den letzten Jahren einige Verschiebungen zwischen Departementen gab, von denen eben auch das VBS betroffen ist, sodass der Vergleich mit Vorjahren schon aus diesem Grund etwas schwierig ist. Immerhin ist darauf hinzuweisen, dass diese Verschiebungen die Aufgabenstrukturen des VBS auch im Sinne eines zusätzlichen Anstieges der Ausgaben verändert haben. Die Hauptfrage lautet aber, ob die beantragten Mittel erforderlich sind und richtig eingesetzt werden. Dazu ist festzuhalten, dass sich das VBS angesichts der Neuorientierung der schweizerischen Sicherheitspolitik wie kein anderes Departement in einem eigentlichen Umbruch befindet. Das erschwert Mehrjahresvergleiche logischerweise gleich noch einmal recht deutlich. Generell gesagt geht es darum, dem VBS jene Mittel zur Verfügung zu stellen, welche insbesondere für die «Armee XXI» und den neuen Bevölkerungsschutz erforderlich sind. Dabei ist daran zu erinnern, dass



immer gesagt wurde, dass die neue Armee quantitativ gesehen zwar wesentlich kleiner ist, dass sie aber aufgrund ihres Ausrüstungsbedarfs und insbesondere aufgrund ihres Know-hows mit Sicherheit etwas kosten wird.

Es kann daher unseres Erachtens nicht angehen, in einer leider weiterhin angespannten Situation der Bundesfinanzen einfach immer im Bereich Verteidigung zu sparen. Finanzpolitik – dies wurde heute bei der Eintretensdiskussion erwähnt – ist nicht Selbstzweck, sondern hat stets einen Bezug zur Sachpolitik. Eine effiziente und selbstverständlich dem jeweiligen sicherheitspolitischen Umfeld angepasste Sicherheitspolitik gehört ohne Zweifel zu den wesentlichen Aufgaben des Staates.

Wir beantragen Ihnen daher, im Unterschied zur Finanzkommission des Nationalrates, keine Kürzungen im Bereich des VBS vorzunehmen. Ich bin meinen Kolleginnen und Kollegen in der Kommission dafür sehr dankbar, weil solche Kürzungen immer auch entsprechende volkswirtschaftlich negative Auswirkungen haben, gerade in Gebieten, in denen die Arbeitsplätze des Bundes wesentlich zur Volkswirtschaft beitragen.

Nachtragskredite im VBS haben wir keine zu verzeichnen.

Finanzdepartement – Département des finances

601 Eidgenössische Finanzverwaltung
601 Administration fédérale des finances

Antrag der Kommission

3180.000 Dienstleistungen Dritter
Fr. 15 330 000

3180.100 Kommissionen, Abgaben und Spesen der Bundesresorserie

Fr. 250 140 000

3181.004 Betriebszuschuss Schweizerhaus Mailand
Fr. 0

Proposition de la commission

3180.000 Prestations de services de tiers
Fr. 15 330 000

3180.100 Commissions, taxes et frais de la trésorerie fédérale

Fr. 250 140 000

3181.004 Déficit d'exploitation, Maison suisse de Milan
Fr. 0

611 Eidgenössische Finanzkontrolle
611 Contrôle fédéral des finances

Antrag der Kommission

3180.000 Dienstleistungen Dritter

Fr. 2 062 000

3190.000 Übrige Sachausgaben

Fr. 565 000

Proposition de la commission

3180.000 Prestations de services de tiers

Fr. 2 062 000

3190.000 Autres biens et services

Fr. 565 000

614 Personalamt
614 Office du personnel

Antrag der Kommission

3010.050 Lohnmassnahmen

Fr. 81 200 000

3050.001 Sozialplan Nove-IT, Globalkredit

Fr. 5 000 000

3060.001 Arbeitgeberbeiträge an die Unfallversicherung (Suva), Globalkredit

Fr. 1 400 000

Proposition de la commission

3010.050 Mesures salariales

Fr. 81 200 000

3050.001 Plan social, NOVE-IT, crédit global

Fr. 5 000 000

3060.001 Contribution de l'employeur à l'assurance-accidents (CNA), crédit global

Fr. 1 400 000

615 Versicherungskasse

615 Caisse d'assurance

Antrag der Kommission

3050.001 Arbeitgeberbeiträge an die PKB

Fr. 187 000 000

Proposition de la commission

3050.001 Contribution de l'employeur à la CFP

Fr. 187 000 000

620 Bundesamt für Bauten und Logistik

620 Office fédéral des constructions et de la logistique

Antrag der Kommission

3190.001 Publikationen, Drucksachen

Fr. 47 098 800

4000.001 Zivile Bauten

Fr. 249 908 000

Proposition de la commission

3190.001 Publications, imprimés

Fr. 47 098 800

4000.001 Constructions civiles

Fr. 249 908 000

Bürgi Hermann (V, TG), für die Kommission: Im Sinne einer einleitenden Bemerkung: Sie haben der Fahne entnehmen können, dass gegenüber dem Entwurf des Bundesrates Veränderungen vorgesehen sind. Zum einen handelt es sich dabei um Anpassungen, die sich aufgrund der Beschlüsse in Zusammenhang mit der Finanzierung des Redimensionierungskonzeptes für die nationale Zivilluftfahrt ergeben. Darüber müssen wir heute nicht sprechen. Sie sind bereits beschlossen. Zum andern stellt Ihnen die Kommission einige Anträge für Ausgabenkürzungen. Dies vorweg.

Beim Finanzdepartement sind rund 49 Milliarden Franken an Einnahmen eingestellt, das heißt, rund 96 Prozent der Gesamteinnahmen sind in diesem Departement zu finden. Das ist auch der Grund, weshalb wir uns ganz spezifisch mit diesen Einnahmen auseinander gesetzt haben.

Ich komme zu den Fiskaleinnahmen, wie sie in der Rubrik der Steuerverwaltung zu finden sind. Herr Bundesrat Villiger hat einleitend darauf hingewiesen, dass die Erwartungen, die aufgrund der letztjährigen Ergebnisse bestanden haben, nicht vollauf erfüllt worden sind. Wir haben uns anlässlich unserer Beratungen gefragt, ob das, was im Voranschlag vorgesehen ist, auch tatsächlich richtig sei.

In Bezug auf die direkte Bundessteuer, die Mehrwertsteuer und den Stempel sollten sich keine Probleme ergeben. Dies gilt insbesondere für die Mehrwertsteuer und die direkte Bundessteuer; beim Stempel liegen die Schätzungen per Oktober 2001 allerdings noch unter den Annahmen für den Voranschlag.

Ausgesprochene Sorgen bereitet die Verrechnungssteuer. Das hat Herr Bundesrat Villiger dargelegt. Wir sind indessen der Meinung, dass wir den Entwurf in dieser Größenordnung stehen lassen sollten. Es liegen auch keine Änderungsanträge vor. Aber man muss bei der Beratung des Voranschlages zur Kenntnis nehmen, dass diese Vorgaben sehr wahrscheinlich nicht erreicht werden können, weil möglicherweise – das kommt hinzu, es ist bereits erwähnt worden – nicht mit den Eckwerten, die dem Voranschlag



zugrunde liegen, gerechnet werden kann. Das betrifft insbesondere das Wirtschaftswachstum.

Gestatten Sie mir zu den Fiskaleinnahmen bei der Steuerverwaltung noch einen Hinweis: In den vergangenen Jahren hat jeweils die Prognose zu Diskussionen Anlass gegeben, es waren erhebliche Abweichungen festzustellen. Das hat dann dazu geführt, dass man der Konjunkturforschungsstelle der ETH den Auftrag erteilt hat, die Qualität der Einnahmenschätzungen für die Voranschläge des Bundes zu überprüfen. Dieser Auftrag ist erfüllt worden, dieses Gutachten liegt vor, wir haben es auch zur Kenntnis genommen. Ich meine, es rechtfertige sich hier im Rahmen der Beratung des Voranschlages, doch noch ganz kurz das Fazit dieses Gutachtens zur Kenntnis zu nehmen.

Es sind dies einige wenige Punkte: In diesem Gutachten wird erstens festgestellt, dass die Eidgenössische Steuerverwaltung die zur Verfügung stehenden Informationen weitgehend nutze. Es wird zweitens erklärt, dass die detaillierte Vorgehensweise der Eidgenössischen Steuerverwaltung zu besseren Prognosen führe als die denkbar einfache, die so genannte naive Methode. Es wird drittens erklärt, dass die beträchtlichen Prognosefehler für die Rechnungsjahre 1998 bis 2000 weitgehend auf kaum voraussehbare Entwicklungen zurückzuführen seien – Beispiel Verrechnungssteuer, da haben wir ja jetzt wieder eine derartige Entwicklung. Es wird aber darauf hingewiesen, dass Verbesserungsvorschläge bei zwei Kategorien möglich seien, nämlich bei der direkten Bundessteuer für die juristischen Personen und bei der Verrechnungssteuer. Die Eidgenössische Steuerverwaltung hat sich diese Vorschläge auch bereits zu Herzen genommen und sie bei der Schätzung der direkten Bundessteuer der juristischen Personen angewandt. Bei der Verrechnungssteuer geht es darum, die Verbuchungspraxis zu ändern; das konnte noch nicht berücksichtigt werden. Das zu diesen Steuereinnahmen.

Noch eine kurze Bemerkung zu den Passivzinsen; Herr Bundesrat Villiger hat ja auf deren Bedeutung hingewiesen. Sie bleiben mit 3,9 Milliarden Franken konstant, und sie betragen 7,7 Prozent der Gesamtausgaben.

Dann noch eine weitere Bemerkung zu den Fiskaleinnahmen, Sie finden diese bei der Zollverwaltung. Ich spreche von der Mineralölsteuer bzw. vom Treibstoffzollzuschlag und von der LSVA. Es sind dies erhebliche Einnahmen, die Mineralölsteuer rund 3 Milliarden und der Zuschlag 2 Milliarden, dann die LSVA 620 Millionen Franken. Wir haben uns die Frage gestellt, ob sich hier Veränderungen im Zusammenhang mit der vorübergehenden Schliessung des Gotthardtunnels ergeben.

Herr Bundesrat Villiger hat darauf hingewiesen, dass bei der Mineralölsteuer nicht mit substanziellem Mindereinnahmen zu rechnen sei. Es gibt hierfür verschiedene Gründe. Wir haben das zur Kenntnis genommen. Bei der LSVA dürften sich Veränderungen ergeben, die aber sehr schwierig zu substanziieren sind, weil auf der einen Seite ein Einbruch beim Transitverkehr zu konstatieren ist, aber auf der anderen Seite jetzt eben Umwegfahrten stattfinden, die zu Mehreinnahmen führen. Gesamthaft gesehen gibt auch diese Position zu keinen Veränderungen Anlass. Im Übrigen möchte ich darauf verweisen, dass wir Ihnen beantragen, den vorgeschlagenen Änderungen zuzustimmen. Sofern sich noch Fragen ergeben sollten, kann ich das auch noch kommentieren.

Ich habe keine Bemerkungen zu dem, was die Nachtragskredite anbelangt.

Noch einige kurze Bemerkungen zur Erfolgsrechnung: Die Finanzkommission hat am 19. Oktober einen Bericht über Wertberichtigungen und Ausfinanzierungen ausserhalb der Finanzrechnung erhalten. Es war der Wunsch der Finanzkommission, einmal eine definitive Übersicht über diese Wertberichtigungen zu haben, die sich ja insbesondere in der Erfolgsrechnung auswirken. Die Erfolgsrechnung zeigt als Saldo von Wertverkehr und Wertzuwachs die Veränderung der vermögensmässigen Situation im Zeitraum 2002. Der Kommissionspräsident hat darauf hingewiesen, dass dort ein markantes Defizit von 3,5 Milliarden Franken zu ver-

zeichnen ist. Dieses Defizit ist in erster Linie darauf zurückzuführen, dass eben ein weiterer Abschreibungsbedarf zur Bereinigung von Altlasten im Zusammenhang mit der Sanierung der Pensionskasse von Bund, SBB und Post besteht. Hinzu kommt ein Rekapitalisierungsbedarf der Ruag AG als Folge der Anwendung von neuen Rechnungsstandards. Diesem Bericht, der sehr aufschlussreich ist, kann man Folgendes entnehmen: Es geht daraus hervor, dass im Bereich SBB im Zusammenhang mit der Entschuldung per 31. Dezember 1998 eine Belastung im Umfang von rund 15 Milliarden Franken eingetreten ist – das ist Ihnen alles bekannt, das ist bereits Geschichte. Wir haben uns jetzt aber noch mit der Deckungslücke im Zusammenhang mit der Pensionskasse zu beschäftigen. Es sind dies Jahrestranchen in den Jahren 1999, 2000 und 2001 gewesen, und die setzen sich in den Jahren 2002, 2003 und 2004 fort. Insgesamt sind es 5,3 Milliarden Franken, die eben diese Deckungslücke ausmachen und die jetzt vom Bund in diesen sechs Jahrestranchen zu bereinigen sind. Das ist bei den SBB festzustellen. Bei der Swisscom, um einfach nur noch in die Vergangenheit zurückzublicken, gab es per Saldo eine Milliarde Franken Entlastung, was insbesondere auf den Börsengang zurückzuführen ist.

Bei der Post, das ist neu, stellen wir bezüglich der Erfolgsrechnung fest, dass es jetzt auch darum geht, dass der Fehlbetrag der Pensionskasse in Jahresraten abzudecken ist. Sie haben mit der Pressemitteilung vom 21. November zur Kenntnis nehmen können, dass das, was den Niederschlag in der Erfolgsrechnung gefunden hat, nun auch beschlossen worden ist. Der Bundesrat hat nämlich grünes Licht für den Übertritt der Versicherten der Post von der Pensionskasse des Bundes in die private Personalvorsorgestiftung der Post gegeben. Der Bund übernimmt in diesem Zusammenhang den Fehlbetrag der Pensionskasse der Post, der sich per Ende 2000 auf 3,5 Milliarden Franken beläuft. Mit dem Vorschlag 2002 beginnt nun die Abtragung dieses Fehlbetrages mit einer Jahrestranche von je 350 Millionen Franken. Das schlägt dann eben auch im Defizit bei der Erfolgsrechnung durch.

Es kommt noch hinzu, dass mit weiteren Fehlbeträgen in der Grössenordnung von etwa 3,2 Milliarden Franken zu rechnen ist. Die Berechnungen sind noch nicht abgeschlossen. Das hat damit zu tun, dass ein weiterer Bedarf entsteht, wenn man den Fachempfehlungen zur Rechnungslegung der FER-Richtlinie 16 Rechnung trägt. Bei der Ruag, das haben Sie auch zur Kenntnis nehmen können, ist ebenfalls ein einmaliger Betrag vorgesehen. Der ergibt sich auch daraus, dass diesen FER-Richtlinien und IAS-Richtlinien im Zusammenhang mit den Vorsorgeleistungen bzw. Vorsorgeeinrichtungen Rechnung getragen werden soll. Es handelt sich um einen Betrag von 250 Millionen Franken.

Was die Deckungslücke bei der Pensionskasse des Bundes anbelangt, rufe ich in Erinnerung, dass wir schon in den Jahren 2000 und 2001 mit der Abtragung dieser Deckungslücke begonnen haben. Das setzt sich in den Jahren 2002 bis und mit 2009 fort. Insgesamt sind das 5,4 Milliarden Franken, aufgeteilt in Jahrestranchen von 700 Millionen Franken. Es kommt für das Jahr 2002 ebenfalls die Ausgleichung von Deckungslücken im Bereich der Pensionskassen bei der Skyguard neu hinzu, dasselbe bei der ETH.

Summa summarum: Bis ins Jahre 2001 haben die Auswirkungen der Verselbständigung der Betriebe SBB, Swisscom, Post, Ruag die PKB, Skyguard usw. zu einer Belastung von 21 Milliarden Franken geführt. Ich entnehme der Zusammenstellung der Finanzverwaltung, dass im Zeitraum 2002 bis 2009 mit weiteren 16 Milliarden Franken zu rechnen ist. Die Tranche, die sich in der Erfolgsrechnung 2002 aus diesen Auswirkungen ergibt, beträgt 2,5 Milliarden Franken. Das ist eine der Erklärungen, weshalb in der Erfolgsrechnung ein Defizit von 3,5 Milliarden Franken zu verzeichnen ist.

Ich habe jetzt etwas ausgeholt, aber es scheint mir doch wichtig zu sein, zur Kenntnis zu nehmen, dass dieser Bericht nun erstattet ist, und dass die Finanzkommission über die Vergangenheit, aber auch über die Zukunft im Bilde ist und



weiss, mit was zu rechnen ist. Wir müssen deshalb bis und mit den Jahren 2009 nicht mehr darauf zurückkommen, Herr Bundesrat Villiger, sondern das einfach zur Kenntnis nehmen.

Leuenberger Ernst (S, SO): Es tut mir Leid, dass ich das Wort ergreife. Herr Bürgi hat im Zusammenhang mit Pensionskassen des Bundes hoch korrekt die Zahlen zitiert. Der unaufmerksame Zuhörer könnte auf die Idee kommen, der Bund habe den «Pöstlern», «Bähnlern» und «Telefönlern» geschenkelhafter Milliarden von Franken nachgeworfen. Die Faktenlage ist anders, und Herr Bundesrat Villiger wird das dann bestätigen. Der Bundesrat hatte einmal eines schönen Tages entschieden, dass er als Arbeitgeber seine Arbeitgeberbeiträge nicht voll einbezahle, sondern zurück behalte. Eines Tages dann hat der Bundesrat, unterstützt von fast allen Ratsmitgliedern, entschieden, diese Betriebe müssten ausgeliert werden. Man hat das damals viel wüster «privatisieren» genannt; ich sage jetzt «ausgeliert». In diesem Moment musste der Bund seine Schuld halt einlösen. Das ist die grösste Selbstverständlichkeit der Welt.

Ich sage meinen bürgerlichen Kolleginnen und Kollegen, dass jeder Handwerkermeister im Lande, der seine Arbeitgeberbeiträge nicht voll bezahlt, gebüsst wird oder sogar ins Gefängnis kommt. Was die Eidgenossenschaft da angestellt hat, war keine Heldenat. Dass sie jetzt bezahlen muss, war jedenfalls nicht der Wille der Eisenbahner. Diese wollten nämlich wie die Pöstler und die «Swisscomler» nicht ausgeliert werden. – Nur damit das auch noch gesagt ist.

Schmid Carlo (C, AI): Nur um der historischen Wahrheit willen, Herr Kollege Leuenberger: Es war ein sozialdemokratischer Bundesrat, der in diesem Saale gesagt hat, das würde noch fehlen, dass der Bund die Arbeitgeberbeiträge zahlen müsse; er sei jederzeit gut, um sie nachzuschiessen. Seine entsprechende Schuld sei so gut wie bare Zahlung. Das zur historischen Wahrheit. Es war Herr Stich. (*Zwischenruf Leuenberger: Sehr wahr, sehr wahr!*)

Villiger Kaspar, Bundesrat: Herr Leuenberger hat etwas verteidigt, das niemand angegriffen hat. (*Heiterkeit*) Er hat mit seiner Betrachtungsweise natürlich Recht. Historisch gesehen kann man ein gewisses Verständnis dafür haben, dass man es damals anders gesehen hat. Man ging von der Perennität aus. Man dachte, die Bestände würchsen ständig. Deshalb hat man sich für ein Verfahren der Teilumlagefinanzierung entschieden. Man hat nicht alles einbezahlt, es aber als Schuld gutgeschrieben. Es sind tatsächlich Guthaben, die man Schritt für Schritt immer ehrlicherweise verbucht hat. Früher hat man nicht viel gesagt; sie waren unter dem Strich und dann über dem Strich, aber sie waren immer vorhanden. Das Problem entstand natürlich durch die Ausgliederung der Betriebe, bei denen die Perennität plötzlich nicht mehr gesichert war. Diese Betriebe mussten restrukturieren und haben zum Teil Personal abgebaut. Durch die Ver selbstständigung ist z. B. die Swisscom – eine normale Aktiengesellschaft – in Bezug auf die Pensionskassen auch anderen Vorschriften unterworfen, wenn sie eine selbstständige Kasse hat. Das hat dazu geführt, dass man diese Umstellungen vorgenommen hat.

Wie Sie sehen, wird mir häufig vorgehalten: Jetzt seid Ihr aufgebrochen mit dem Anspruch, die Defizite wegzubringen, dabei ist die Schuld in neuerer Zeit angestiegen – etwas Wahnsinniges. Es sind Altlasten, die man auf einmal bereinigen muss. Gott sei Dank hat der Bund eine genügend hohe Bonität, um dies einigermassen tun zu können, ohne dass die Banken seine Zinsen oder das Triple A reduzieren. Das zeigt wiederum, dass es gut ist, wenn wir im Wesentlichen solide Finanzen haben. Diese Altlasten müssen wir nun einmal bereinigen. Die Bereinigung ist noch nicht ganz am Ende.

Dann kommen die modernen Rechnungslegungsprobleme dazu – Fachempfehlungen für die Rechnungslegung (FER), International Accounting Standards (IAS) usw. –, wo man

mit den Rückstellungen rein versicherungsmathematisch noch weiter gehen muss. Das alles hat zu diesen Problemen geführt. Ich gebe durchaus zu: Kein Bähnler, kein Pöstler, kein Bundesbeamter muss darob ein schlechtes Gewissen haben, sondern es ist eine Transparenzübung; es ist jetzt eine ehrliche Rechnungslegung. Wir stellen das auch zurück. Es ist für den Bund auch nicht in allen Fällen ein schlechtes Geschäft. Wenn wir vier Prozent verzinsen müssen und am Markt etwas günstiger finanzieren können, ist das unter Umständen sogar ein Vorteil. Aber das hängt natürlich von der Zinslage ab.

Was mir etwas Sorge macht, ist natürlich die Börsenlage, mit gewissen Anlagen draussen, aber da werden wir erst Ende Jahr, wenn wir den Börsenkurs haben, den eigentlichen Überblick haben.

Bürgi Hermann (V, TG), für die Kommission: Zur PKB: Auf den 1. März 2001 ist das Bundesgesetz über die Pensionskasse des Bundes in Kraft getreten. Die Migration der Versicherungen findet im Laufe des Jahres 2002 statt. Man sagt uns, das solle bis Oktober geschehen sein. Aber im jetzigen Zeitpunkt hat man noch alles über die Versicherungskasse budgetiert, in Zukunft wird das anders der Fall sein. Aber in dieser Übergangsphase ist der Voranschlag jetzt noch vollumfänglich in der Versicherungskasse vorgesehen.

Angenommen – Adopté

Volkswirtschaftsdepartement Département de l'économie

708 Bundesamt für Landwirtschaft 708 Office fédéral de l'agriculture

Antrag der Kommission

| |
|--|
| 4200.100 Investitionskredite |
| Fr. 90 000 000 |
| 4200.101 Betriebshilfe |
| Fr. 40 000 000 |
| 3600.210 Beihilfen und Zulagen Milchwirtschaft |
| Fr. 594 150 000 |

Proposition de la commission

| |
|--|
| 4200.100 Crédits d'investissements |
| Fr. 90 000 000 |
| 4200.101 Aide aux exploitations |
| Fr. 40 000 000 |
| 3600.210 Aides et suppléments accordés à l'économie laitière |
| Fr. 594 150 000 |

Wenger Rico (V, SH), für die Kommission: Das EVD hat ein um 47 Millionen Franken höheres Nettobudget, was einem Wachstum von gut einem Prozent entspricht. Das Budget des EVD hat vor der Finanzkommission Gnade gefunden. Auch der Bundesbeitrag von 10 Millionen Franken an die Informatikvernetzung der Schulen und den Anschluss ans Internet hat – trotz kritischer Fragen – die Gnade der Kommission gefunden. So sind auch die zusätzlichen 10 Millionen Franken zugunsten von Schweiz Tourismus gesprochen worden, um den Wegfall der durch die Swissair mitgetragenen Promotionsstrukturen kompensieren zu helfen. Dieser Betrag wurde aus dem Verständnis und aus Gründen der Konsequenz bezüglich des Airline-Engagements gesprochen. Mit 28 Millionen Franken schlagen beim Bundesamt für Veterinärwesen zudem nochmals die Kosten bezüglich Bewältigung der BSE-Krise zu Buche.

Das Bundesamt für Landwirtschaft hat zu reden gegeben und einen entsprechenden Änderungsantrag ausgelöst, indem, wie im vergangenen Jahr, die prognostizierte oder vorgesehene Rückstufung der Beihilfen und Zulagen für die Milchwirtschaft um die vorgesehenen 84 Millionen Franken als zu hoch empfunden wurde. Nach intensiver Diskussion

und bei nicht einhelliger Meinung in der Finanzkommission – es kam zu einer Abstimmung – war man sich darin einig, dass die Rückstufung reduziert werden muss, die Verringerung der Rückstufung aber bei den Absatzhilfen kompensiert werden muss.

Der Kommissionsantrag will die Rückstufung kleiner halten als vom Bundesrat vorgeschlagen, aber auch grösser als von den Bauern gewünscht. Die dafür notwendige Kompensation bei den Investitionskrediten und den Betriebshilfen sollte übrigens im Einvernehmen mit dem Bundesamt für Landwirtschaft problemlos umgesetzt werden können. Sie sehen, dass die Kommission beantragt, die Beihilfen und Zulagen für die Milchwirtschaft um 20 Millionen Franken zu erhöhen und demgegenüber die Investitionskredite und die Betriebshilfen um je 10 Millionen Franken zu reduzieren, so dass sich hier eine Budgetneutralität ergibt. Ich beantrage Ihnen, den Anträgen der Finanzkommission zuzustimmen. Zum Nachtrag II zum Voranschlag 2001 habe ich keine Bemerkungen anzubringen.

Der Präsident der Finanzkommission hat angedeutet, womit sich die Finanzdelegation und die Finanzkommission beschäftigt haben, nämlich mit der Expo. Ich möchte Ihnen kurz einen Bericht geben, wie sich die Sache verhält und zu welchen Schlussfolgerungen die Finanzdelegation und auch die Finanzkommission gelangen.

Die Finanzdelegation gab in ihrem Bericht an die Finanzkommission am 11. Mai eine Übersicht über das Budget der Expo. Damals wurden die gesamten einnahmen- und ausgabenseitigen Risiken von der Expo-Leitung auf rund 300 Millionen Franken geschätzt, zusätzlich zu dem bereits damals angezeigten Defizit von 87 Millionen Franken, also total Risiken 387 Millionen Franken. Die Finanzdelegation stellte schon damals fest, dass im Budget keine Reserven enthalten sind, was bei worst case dazu führen kann, dass die Bundesdarlehen von 430 Millionen Franken kaum je zurückbezahlt werden können.

Anlässlich einer Aussprache mit dem Präsidenten des Steuerungsausschusses und der Direktion der Expo.02 vom 30. Oktober wurde die Finanzdelegation darüber informiert, dass trotz eingeleiteter Sparmassnahmen zusätzliche finanzielle Mittel des Bundes im Jahr 2002 unumgänglich werden. Wir waren natürlich überrascht davon. Die Expo.02-Leitung sieht keine Handlungsalternative, da diese Bedürfnisse hauptsächlich einnahmeninduziert sind, insbesondere beim Sponsoring. Dies war im Frühjahr, beim ersten Bericht, noch nicht in diesem Sinne absehbar, weil man doch damit gerechnet hat, dass gewisse Sponsoreinnahmen noch eintreffen werden.

Die grössten Veränderungen zeichnen sich also bei den Sponsoren ab. Hier geht es um eine Veränderung – gegenüber den ursprünglichen Annahmen – von ungefähr 75 Millionen Franken. Die Schätzungen müssen nach unten korrigiert werden, obwohl bestehende externe Partner ihr Budget für ihr Projekt auch erhöht haben – rund 38 Millionen Franken. Verschiedene Beiträge kommen nicht wie früher angekündigt. Die von der Expo.02 beeinflussbaren Kosten haben um 33 Millionen Franken zugenommen. Weitere Kostenerhöhungen entstanden durch die Unterstellung der Expo unter die Mehrwertsteuer, die Zinspflicht und neu auch LSVA. Die Führung des Naturalsponsoring im Budget aufgrund des Mehrwertsteuerbeschlusses, 19 Millionen Franken, die Erhöhung der Ausgaben externer Sponsoren und Diversen, somit total ungefähr 135 Millionen Franken.

Bezüglich der Eintritte hat sich gezeigt, dass mehr verbilligte Eintrittskarten verkauft werden müssen als budgetiert. Das führt dann natürlich zu einem Margenproblem gegenüber den ursprünglichen Annahmen.

Die Finanzdelegation stellt fest, dass die nicht auszuschliessenden Risikoszenarien der Expo.02 durch die Bundesgarantie – 358 Millionen Franken – dadurch nicht mehr abgedeckt sind.

Die Expo-Leitung hat sich zum Ziel gesetzt, dass die Liquidität bis Anfang Juni 2002 ohne zusätzliche Unterstützung durch den Bund gewährleistet sein sollte, sofern der vom Parlament bewilligte KMU-Beitrag vollumfänglich ausbezahlt

werden kann und die Banken eine Kreditlimitenerhöhung von 20 Millionen Franken bewilligen. Weil insbesondere der KMU-Beitrag infolge der fehlenden Sponsoren noch nicht zur Auszahlung gebracht werden kann – er ist zwar budgetiert, aber er kann nicht einfach ausbezahlt werden –, hält sie aber im Juni 2002 eine nachrangige Kreditzufluss des Bundes von 120 Millionen Franken für unabdingbar.

Die Finanzdelegation geht davon aus, dass die Expo bereits früher in eine ernsthafte Liquiditätskrise geraten könnte, sodass – wiederum auf dem Dringlichkeitsweg – allenfalls Kreditbegehren gestellt werden müssten.

Das Parlament hat sich bisher – gestützt auf drei Vorlagen des Bundesrates – bereit erklärt, für die Realisierung der Expo.02 verschiedene Verpflichtungskredite in der Höhe von total 718 Millionen Franken zu bewilligen, immer wieder darauf hinweisend, dass nun «das Ende der Fahnenstange» erreicht sein sollte. Aufgrund der dargestellten Sachlage und der politisch heiklen Thematik fühlen sich Finanzkommission und Finanzdelegation veranlasst, heute im Rahmen der Budgetdebatte entsprechend zu informieren.

Die Finanzdelegation und die Finanzkommission ersuchen daher den Bundesrat, zu diesem weiteren Vorschuss, der sich für die Expo zulasten des Nachtrags I/2002 abzeichnet, Stellung zu nehmen und den Räten frühzeitig eine entsprechende Botschaft zu unterbreiten. Gemäss Aussagen des Expo-Steuerungskomitees wurde der Bundesrat in dieser Sache am 3. Oktober 2001 vorinformiert. Es mag sein, dass im Zuge der Vorfälle rund um das Swissair-Grounding diese Sache nicht wie vorgesehen zum Tragen gekommen ist.

Das wären meine Bemerkungen zum Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement. Ich bitte Sie, den Anträgen zuzustimmen, wie sie auf der Fahne stehen.

Pfisterer Thomas (R, AG): Ich habe keine derart strategische Bemerkung zu machen, sondern möchte einfach aufgrund der Diskussion in der Finanzkommission feststellen, dass die Expo im Wesentlichen behindertengerecht durchgeführt werden kann.

Das ist das Ergebnis dieser Abklärungen. Ich bin sehr froh, dass das möglich ist. Ich möchte vor allem dem Bund danken und ein grosses Kompliment machen, dass die Bundesanlagen damit für die Behinderten, auch für die Älteren und für Eltern mit Kinderwagen zugänglich sind. Auch diese Leute brauchen wir an der Expo, ganz sicher. Ich möchte auch darauf hinweisen, dass das nicht nur für die Bundesprojekte, sondern im Wesentlichen auch für die übrigen Bauten gilt. Es wurden entsprechende Vorkehren getroffen. Die Bauten wurden speziell angepasst. Man hat für die Behinderten einen Empfang vorgesehen. Man hat reservierte Plätze bei Vorstellungen und Events und spezielle Informationsmittel – Call Centers, Internetseiten, Signalisationen – eingerichtet. Es geht insgesamt natürlich wieder um Investitionen von etwa 1,2 Millionen Franken. Dazu kommen noch gewisse zusätzliche Einrichtungen für die motorisch und sensorisch Behinderten.

In Anbetracht dieser Aufwendungen darf man doch darauf hinweisen, dass man auch nicht übertreiben durfte. Es gibt Grenzen, die eingehalten werden müssen. Dafür haben wir Verständnis. Weitere Gespräche sind im Gang. Ich möchte für diese Bemühungen sehr danken.

Brändli Christoffel (V, GR): Ich äussere mich auch zum Thema Expo.02, aber nicht zur Behindertenfrage. Die Behinderten teilen die geäusserte Meinung nicht, die Nichtbehinderten sehen dies offensichtlich anders. Wenn Sie eine Blindenschrift auf eine Flasche Wein setzen, ist das eine gute Sache, aber als Behindter sollten Sie dann auch in der Lage sein, das entsprechende Restaurant zu betreten. Hier gibt es unterschiedliche Beurteilungen.

Ich möchte mich nun aber zur finanzpolitischen Frage äussern. Trotz wiederholter Zusicherungen, trotz GPK-Untersuchung, trotz Begleitung durch die Finanzdelegation tastet man sich offensichtlich einmal mehr in Richtung zusätzlicher Überbrückungsfinanzierung vor. Man hat offensichtlich we-



nig gelernt. Das Missmanagement geht weiter. Das möchte ich festhalten: Es ist nicht die Expo-Region, die die Schuld trägt, es sind die Leute, die die Verantwortung für diese Ausstellung tragen. Diese Region hat Hoffnungen in die Expo gesetzt, und sie leidet natürlich unter den Leuten, die nun im gleichen Stil fortfahren. Für mich ist das unverständlich, und es ist schon etwas eigenartig, wenn man sagt, die Sponsoren seien schuld, weil sie nicht so viel sponsern, wie man geplant hatte. Man hat einfach das Sponsoring falsch geplant – nicht die Sponsoren sind schuld, die das Geld nicht aufbringen.

Es ist unglaublich, wenn man bei einem Projekt, das derart umstritten ist und derart politisch diskutiert wird, nicht in der Lage ist, in der Investitionsphase, die ja berechenbar ist, eine Liquiditätsplanung zu erstellen. Das ist der einfachere Teil einer Liquiditätsplanung; im Betrieblichen kann es dann ausserordentliche Einflüsse und Probleme geben. Für mich ist das nicht nachvollziehbar, und es ist ebenso schwerwiegend, wenn man jetzt im Zusammenhang mit dem Dringlichkeitsrecht von Liquiditätsengpässen spricht. Bei einigermassen seriöser wirtschaftlicher Führung sind Liquiditätsengpässe über eine gewisse Zeit absehbar; da muss man sich nicht auf Dringlichkeitsrecht berufen.

Das andere, das mich auch erheblich stört, ist die Tatsache, dass man beim Bund den Begriff des Darlehens für A-fonds-perdu-Beiträge missbraucht. Wir sprechen zugunsten der Expo permanent von Darlehen und wissen im Voraus, dass das Geld nicht zurückkommt und à fonds perdu geleistet ist. Das gleiche Spiel haben wir bei der Swissair betrieben: Wir haben 450 Millionen Franken und nachher noch 1 Milliarde Franken Darlehen gesprochen, aber das sind keine Darlehen, das sind A-fonds-perdu-Beiträge, die nie mehr zurückkommen. Man sollte mit diesen Begriffen nicht spielen.

Wir stehen vor der gleichen Situation wie 1996, 1999 und 2000. Wir werden wieder irgendwann einen «letzten Kredit» sprechen und wieder sagen, es werde keine weiteren Mittel geben, und es wird – das wissen wir auch schon – Ausfälle geben, weil man auf den Tickets Rabatte gewähren musste. Das ist doch keine Begründung! Man hat ganz einfach Ticketpreise, die am Markt nicht verkäuflich sind; das ist ein Managementfehler. Man müsste eben die Tickets mit Preisen kalkulieren, zu denen sie auch verkauft werden können; dann würden keine solchen Lücken entstehen.

Zur Wiederherstellung: Man sagt mir, für die Wiederherstellung sei ein Betrag von x Millionen Franken budgetiert. Aber diese Millionen Franken für die Wiederherstellung sind wahrscheinlich auch schon ausgegeben, und wir werden sicher noch mit weiteren Nachtragskrediten konfrontiert werden.

Es ist nun an der Zeit, dass wir in einem umfassenden Bericht alle möglichen zukünftigen Verpflichtungen des Bundes offen legen, auch jene der Wiederherstellung und jene für allfällige Ausfälle bei den Tickets. Wir sollten also eine saubere Risikobeurteilung aller Positionen vornehmen, damit wir klar sehen, was noch auf uns zukommt, bevor wir überhaupt über neue Kredite sprechen.

Es ist auch wichtig, dass wir Dritte Leistungen offen legen. Man hat hier sehr viel gehört von einem erfolgreichen Start des Ticketverkaufs. Wenn man das analysiert, stellen wir fest, dass die SBB und der Bund, also die öffentliche Hand, einen Grossteil dieser Tickets gekauft haben. Es ist natürlich sehr einfach, wenn die SBB x-tausend Tickets kaufen – und dann wieder ein Defizit haben –, die auch der Bund bezahlt. Auch das VBS engagiert sich mehr als ursprünglich vorgesehen. Ich möchte, dass alle Dritte Leistungen des Staates offen gelegt werden, damit man endlich einmal die Übersicht hat, was in diesem Bereich abläuft.

Früher hat man immer davon gesprochen, dass man keine Zeit habe, die Altlasten aufzuarbeiten. Ich habe Ihnen gesagt: Es geht so weiter. Ich meine, man muss nun endlich aufarbeiten, wer für diese Situation verantwortlich ist, und man muss die betreffenden Personen auch zur Verantwortung ziehen.

Ich möchte Herrn Bundesrat Villiger bitten, in der Frühjahrsession 2002 wirklich einen umfassenden Bericht über diese

Punkte dem Parlament vorzulegen, bevor neue Kredite beantragt werden, damit wir dann über die Finanzierung diskutieren können. Ich möchte diesen umfassenden Bericht deshalb, weil ich überzeugt bin, dass eine Offenlegung nötig ist. Das tropfenweise Anfallen von Negativwerbung führt zur schlechtest möglichen Marketingsituation, in der sich die Expo befindet. Deshalb möchte ich den Bundesrat bitten, dass er hier einige Ausführungen macht und eine solche umfassende Darstellung in Aussicht stellt.

Maissen Theo (C, GR): Ich äussere mich zu den Kreditumlagerungen im Bereich Landwirtschaft, wie sie von Herrn Wenger dargestellt worden sind. Im Bereich Grundlagenverbesserung wird um zwanzig Millionen Franken gekürzt, und zwar bei den Investitionskrediten und der Betriebshilfe. Es wird gesagt, das sei verkraftbar. Ich kann mir vorstellen, dass das verkraftbar ist. Wir müssen aber sehen, dass die Grundlagenverbesserung nicht nur aus den Investitionskrediten und der Betriebshilfe besteht – das sind ja zinslose Darlehen, die zurückzuzahlen sind –, sondern dass es auch um die Investitionsbeiträge geht.

Die Landwirtschaft ist heute in einer Umbruchphase. Es gibt Strukturprozesse. Strukturprozesse, das wissen wir alle, sind meist mit Investitionen verbunden. Mittel- und langfristig ist es eine falsche Politik – das gilt eigentlich für alle Wirtschaftsbereiche –, wenn man bei den Investitionen spart und das Geld, statt es zu investieren, verkonsumiert, wie das hier vorgeschlagen wird. Ich möchte dies hier einfach anmelden. Wenn wir Verlagerungen machen und bei der Investitionshilfe und der Betriebshilfe Mittel verfügbar sind, müsste man diese besser in die Investitionsbeiträge einbauen, d. h. bei der Rubrik 4600.100, Landwirtschaftliche Strukturverbesserungen – das sind die Subventionen à fonds perdu für Meliorationen, Stallbauten und Ähnliches.

Es ist so, dass wir heute in weiten Teilen dieses Landes einen Überhang, einen Bedarf an Strukturverbesserungen, vor allem Meliorationen haben, die wegen fehlender Bundesmittel nicht ausgeführt werden können. Das ist in der jetzigen Phase schlecht für die Landwirtschaft; zudem gibt es noch negative Effekte für das örtliche Bauhaupt- und -nebengewerbe. Meistens sind das regional gut verteilte Investitionen, die ökonomisch gesehen noch einen Multiplikatoreffekt haben. Ich bedaure es deshalb sehr, dass es nicht der Grundlagenverbesserung, sondern anderen Bereichen zugute kommt, wenn man zulasten der Investitionskredite und der Betriebshilfe Kreditumlagerungen macht.

Nun: Diese 20 Millionen Franken gehen in die Position 3600.210, Beihilfen und Zulagen Milchwirtschaft. Ich habe schon Verständnis für die Produzenten, die das vertreten, ich kenne die Situation in etwa. Auf der anderen Seite muss ich mich natürlich fragen – da möchte ich von der Finanzkommission, die das ja beantragt, Auskunft erhalten –, wie sie die gesetzlichen Vorgaben überhaupt zu erfüllen gedacht. Wir haben uns bei der Beratung des Landwirtschaftsgesetzes – da kann ich mich noch sehr gut erinnern; ich war in der Kommission und habe mich dort intensiv beteiligt – sehr intensiv über Artikel 187 ausgelassen. Wir haben dort diese Übergangsfragen eingehend diskutiert. Um das System «Agrarpolitik 2002» umzusetzen, um wegzukommen von der traditionellen Agrarpolitik mit viel Marktstützung zu weniger Marktstützung und mehr Direktzahlungen, haben wir ein Konzept gemacht und gesagt: Innerhalb von fünf Jahren müssen die Bundesbeiträge für Marktstützung um einen Drittel abgebaut werden.

Nun haben wir in diesen kaskadenartigen Rückbau an und für sich bereits das zweite Mal einen Stopp eingebaut und sind nun nicht auf der Linie. Das heisst, wenn wir die fünf Jahre, die in einem Gesetz vorgeschrieben sind, einhalten möchten, wird es irgendeinmal zu einem grossen Sprung kommen. Das wird auch nicht gut tun. Statt dass wir hier systematisch angleichen, schieben wir das Problem vor uns her. Irgendeinmal müssen wir uns entscheiden.

Ich möchte von der Finanzkommission, die diesen Antrag stellt – ich nehme an, sie hat sich mit dieser Problematik, mit



dieser gesetzlichen Vorgabe beschäftigt –, hier und heute Auskunft darüber erhalten, wie sie diese Abstufung des Rückbaues bei der Marktstützung bis im Jahre 2003 sieht. Nach meinem Dafürhalten wird es mit dem eingeschlagenen Weg Probleme geben.

Noch ein letzter Punkt im Bereich Landwirtschaft: Es gibt dort die Position 3600.230. Das sind die Exportbeihilfen für Zucht- und Nutzvieh. Ich stelle erfreut fest, dass hier vom Bundesrat weiterhin 17 Millionen Franken vorgesehen sind. Nun, das ist sehr positiv. Nur nützt es nichts, wenn man nicht effektiv exportieren kann. Das hängt allerdings von etwas anderem ab: Nicht vom Budget, sondern von der Umsetzung der Verhandlungen. Ich möchte dies einfach im Rahmen dieser Beratung weitergeben. Das betrifft nicht das Department und die Aufgaben von Herrn Bundesrat Villiger, sondern das Volkswirtschaftsdepartement. Aber ich möchte es bei dieser Gelegenheit weitergeben: Tun Sie alles dafür, dass diese 17 Millionen Franken auch eingesetzt werden können. Das ist sinnvoll eingesetztes Geld, weil die Tiere, die exportiert werden können, die Inlandmärkte entlasten, sowohl den stark belasteten Schlachtviehmarkt wie auch den Nutzviehmarkt. Ich bin dankbar für diese 17 Millionen Franken. Ich hoffe, dass es gelingt, diese im nächsten Jahr auch zweckbestimmt einzusetzen.

Villiger Kaspar, Bundesrat: Zuerst kurz zur Expo: Die Zahlen sind etwas im Fluss. Ich habe für den Missmut von Herrn Brändli ein gewisses Verständnis, hingegen nicht für seinen Vorwurf des Missmanagements. Zwischen Missmut und Mismanagement gibt es manchmal einen Unterschied. Die Zahlen sind tatsächlich im Fluss und ich habe auch nicht bis ins Letzte überall den Überblick. Wir werden das noch aufarbeiten müssen.

Was ich Ihnen jetzt sage, kommt aus zwei Quellen: Dem Bericht der Finanzdelegation – darüber hat soeben Herr Wenger berichtet – und dem Gespräch zwischen dem Generalsekretariat des EVD, der Expo.02 und der Finanzverwaltung, das am 13. November stattgefunden hat. Dort sind gewisse Aufträge erteilt worden.

Der Vorwurf des Mismanagements ist unberechtigt. Vielleicht war es am Anfang so, aber es sind natürlich nicht alle Dinge im Sponsoringbereich so gelaufen, wie man das ursprünglich gedacht hatte. Sie wissen, es ist wie beim Umsatz eines Unternehmens: Manche Kosten können Sie relativ gut kontrollieren, andere etwas schlechter.

Die wichtigsten Ergebnisse dieser letzten Diskussion waren in etwa die folgenden: Beim Sponsoring liegen die Mindererträge im Moment bei 135 Millionen Franken. Das ist ein beachtlicher Betrag. Hier hat man sich wahrscheinlich zu optimistische Vorstellungen gemacht. Das mag aber auch damit zu tun haben, dass die Wirtschaftsaussichten in der Zwischenzeit eben etwas düsterer geworden sind. Das zweite ist – es wurde auch erwähnt –, dass mehr verbilligte Eintrittskarten verkauft worden sind. An sich ist das erfreulich, es zeigt das Interesse.

Ich muss hier Herrn Brändli sagen, dass die Betriebe wie die Post selber entscheiden können, ob sie solche Eintrittskarten abgeben wollen. Beim Bund haben wir solche Karten abgegeben, aber nicht um die Expo zu stützen, sondern weil wir glauben, dass die Expo ein sehr wesentliches Ereignis ist, von dem wir auch hoffen, dass es zu einer Stätte der Begegnung an der Kulturgrenze wird. Wir glauben, dass dieses Ereignis etwas Wichtiges werden wird und dass es sich gleich verhalten wird wie 1964: dass vorher eher Missmut herrscht, man aber nachher begeistert ist, wenn man dort war. Ich bin überzeugt, dass es so kommen wird. Das ist also von unseren Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern sehr positiv gewürdigt worden.

Wir haben jetzt in der Rezession sehr viele Opfer gebracht, sodass man hier ein gewisses Zeichen aus Kreditresten setzen konnte. Was eigentlich positiv ist, gibt einen gewissen Verlust. Man zieht es dann halt bei den Eintritten ab. Ich glaube, das ist vorsichtig. So kommt etwas weniger Cash herein.

Dann belaufen sich gewisse Mehrkosten – Betriebssicherheit und Administration – noch auf 80 Millionen Franken. Es zeichnet sich jetzt ein Liquiditätsproblem ab. Das könnte Ende April 2002 virulent werden. Die Größenordnung wird heute mit 120 Millionen Franken beziffert. Man möchte die Liquidität aber bis Anfang Juni durch Kostenkontrolle, Sponsoring, Vorverkauf, Kreditorenmanagement und die Erhöhung der Kreditlimits bei den Banken sichern. Es gibt dann möglicherweise auch ein Kreditproblem. Hier kann ich Ihnen keine Zahlen nennen, weil ich sie zu wenig interpretieren kann. Aber wir werden das dann natürlich in geeigneter Form offenlegen müssen, denn ich teile Ihre Meinung, dass Sie auf Transparenz Anspruch haben.

Die Leitung der Expo.02 wurde dann gestützt auf das Gespräch vom 13. November 2001 beauftragt, dem Bundesrat bis am 6. Dezember Bericht zu erstatten, Handlungsalternativen darzustellen und Antrag zu stellen. Im Nachtrag sollen dann die Konsequenzen umgesetzt und entsprechend begründet werden. Das im Moment zur Expo.

Zur landwirtschaftlichen Frage: Hier teile ich die Überlegungen von Herrn Maissen zu weiten Teilen. Ich will nicht auf einem Sonderantrag beharren, weil ich um das Schicksal bundesrätlicher Anträge weiß, wenn keine Minderheitsanträge vorliegen. Ich bin hier etwas resigniert. Aber wir sind der Meinung, dass der bundesrätliche Antrag besser wäre und die Stossrichtung des Antrages der Kommission an sich falsch ist, auch wenn er erträglich ist; das Bundesamt für Landwirtschaft sagt, man könne damit leben.

Es ist in der Tat so, dass Sie ja selber drei Zahlungsrahmen definiert und beschlossen haben, welche so gestaltet sind, dass die Umstrukturierung der Landwirtschaft bis im Jahr 2003 damit begleitet wird. Die Landwirtschaft steht natürlich vor einem schwierigen Umstrukturierungsproblem. Aber man darf wohl doch sagen, dass dieser Prozess bis jetzt erfolgreich verlaufen ist. Es ist ganz klar, dass es hier Sieger und Verlierer gibt. Es ist schmerzlich, wenn der Bestand an Betrieben abnimmt. Aber wir sind überzeugt davon, dass mit dieser Landwirtschaftsreform auch Kräfte entfesselt werden, die der Landwirtschaft im modernen Umfeld eine Zukunft sichern. Ich bin selber immer wieder überrascht, wie viel Kreativität und Innovation in der Landwirtschaft entwickelt worden sind, seit gewisse Dinge nicht immer nur gesichert sind.

Es sind drei Zahlungsrahmen, die Sie beschlossen haben, nämlich Grundlagenverbesserung, Produktion und Absatz sowie Direktzahlungen. Die Idee war es eigentlich immer, dass man sagt: Wir gehen mit der Produktions- und Absatzstützung zurück, weil diese marktfremd ist; vom Markt her gesehen ist sie falsch. Wir sichern aber das Auskommen durch zunehmende Direktzahlungen, sozusagen als Grundeinkommen; darüber soll sich der Markt – etwas vereinfacht gesagt – entwickeln können, dann wird auch marktgerechter produziert. Dazu kommen die Investitionen in Grundlagenverbesserungen usw., wie Herr Maissen gesagt hat. Diese Produktions- und Absatzstützung soll nun schrittweise zurückgehen. Das haben wir auch mit dem Gatt vereinbart. Ich habe diese Frage aber noch überprüfen lassen: Dem Antrag der Mehrheit mit der Verschiebung von 20 Millionen Franken steht vom Gatt her nichts entgegen; das ist also kein Argument.

Es wird sich Folgendes ergeben: Wenn Sie jetzt hier um 20 Millionen Franken hinaufgehen, dann müssen Sie nächstes Jahr – das ist das letzte Jahr – die gleichen 20 Millionen Franken wegnehmen. Das bedeutet, dass es nächstes Jahr einen Rückgang von fast 90 Millionen Franken geben wird. Ich mache jede Wette: Dann kommt die gleiche Diskussion wieder – es wird heißen, das sei nicht zumutbar usw. Dann wird der Zahlungsrahmen nicht eingehalten. Ich glaube, das sollten wir nicht tun.

Ich habe mich auch damit einverstanden erklärt, dass wir den Zahlungsrahmen einhalten, obschon am Anfang nicht alles ausgegeben worden ist. Das schlagen wir jetzt dazu; wir wollen nicht, dass den Bauern etwas verlustig geht. Ich erwarte natürlich, dass die Zahlungsrahmen dann auch umgekehrt eingehalten werden können. Jetzt nimmt man es bei der Grundlagenverbesserung weg; man hat auch darüber



diskutiert, ob man es bei den Direktzahlungen tun solle. Aber dies wäre einfach eine Einkommensumlagerung, dann wären es andere, die profitieren. In diesem Sinne stört alles irgendwie dieses Gleichgewicht. Wir haben deshalb Bedenken.

Die jetzige Aufstockung ist natürlich mit das Resultat der Aufstockung im Vorjahr. Damals habe ich Ihnen vorausgesagt, es werde so kommen. Ich sage Ihnen jetzt voraus, wie es weiter kommen wird. Wir werden härter bleiben müssen, weil es dann um den Zahlungsrahmen geht. Ich hätte es wirklich vorgezogen, wenn man näher beim bundesrätlichen Entwurf geblieben wäre.

Ich zeige einmal Mut, beharre auf dem bundesrätlichen Antrag und bitte Sie, dem Bundesrat zuzustimmen. Dann bleibt, im Sinne von Herrn Maissen, auch der Kredit bei der Grundlagenverbesserung erhalten.

Sie werden mich nicht geknickt sehen, wenn Sie beim Antrag der Mehrheit bleiben, aber Sie haben vorher schon fälschlicherweise einer Minderheit zugestimmt – bei der Stiftung. Ich weiss, es geht auch um ein Taktieren im Hinblick auf die Differenzbereinigung; dafür habe ich viel Verständnis. Aber vielleicht ist der bundesrätliche Entwurf gar nicht so unausgewogen; dazu würde der Abbau bei der Milchwirtschaft auch nächstes Jahr etwas organischer vor sich gehen. So viel zum Antrag des Bundesrates. Ich glaube, dies sind im Wesentlichen die Probleme, die aufgeworfen worden sind.

Zur anderen Frage, wenn ich das noch sagen darf: Ich bin nicht kompetent, um sie spontan beantworten zu können, aber ich gehe davon aus, dass Ihre Bemerkungen im EVD entsprechend zur Kenntnis genommen werden.

Paupe Pierre (C, JU): Je me permets d'intervenir une nouvelle fois, comme on l'a fait en Commission des finances, pour essayer de soutenir un peu cette économie laitière, même si certains transferts peuvent paraître discutables.

Quand on connaît les difficultés auxquelles sont confrontés nos paysans, et la plupart font à la fois de la production laitière et de la production de viande; quand on sait qu'il est très difficile d'améliorer la situation dans le marché de la viande, il faut au moins essayer de les soutenir dans l'autre domaine. On sait que l'année prochaine, on aura la politique agricole 2002, on aura éventuellement encore, je l'espère depuis qu'on les attend, les accords bilatéraux; et ces accords feront encore des obstacles supplémentaires au développement de cette économie de nos paysans.

C'est la raison pour laquelle je vous propose de soutenir les propositions de la commission et de maintenir ce supplément de 20 millions de francs pour l'économie laitière.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 24 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates 8 Stimmen

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

802 Bundesamt für Verkehr

802 Office fédéral des transports

Antrag der Kommission

3600.003 Infrastrukturleistung

Fr. 536 000 000

Proposition de la commission

3600.003 Prestations d'infrastructure

Fr. 536 000 000

803 Bundesamt für Zivilluftfahrt

803 Office fédéral de l'aviation civile

Antrag der Kommission

3181.005 Übrige Dienstleistungen Dritter

Fr. 8 057 000

4200.002 Aufrechterhaltung des Flugbetriebes (neu)

Fr. 400 000 000

4200.003 Kapitalbeteiligung an Fluggesellschaften (neu)

Fr. 420 000 000

Proposition de la commission

3181.005 Autres prestations de services de tiers

Fr. 8 057 000

4200.002 Maintien des services de vol (nouveau)

Fr. 400 000 000

4200.003 Participation au capital de compagnies aériennes (nouveau)

Fr. 420 000 000

806 Bundesamt für Strassen

806 Office fédéral des routes

Antrag der Kommission

4600.001 Nationalstrassen, Bau

Fr. 1 502 600 500

Proposition de la commission

4600.001 Routes nationales, construction

Fr. 1 502 600 500

Marty Dick (R, TI), pour la commission: Comme bien des orateurs l'ont déjà dit, ce n'est pas dans le cadre de ce débat que nous pouvons efficacement développer et mettre en oeuvre une véritable politique financière. Cette politique financière requiert des choix et des priorités politiques.

La sous-commission qui s'est occupée de ce département a interprété sa tâche comme un travail de contrôle et de vérification. Pour ce département également, la marge de manœuvre est très restreinte, vu que la plupart des dépenses sont déterminées par des mécanismes législatifs. Je vais donc me limiter à un aspect qui est celui de la divergence que nous avons à l'Office fédéral des routes, alors que M. Epiney parlera de l'aspect chemins de fer, Office fédéral des transports.

Pour ce qui est des routes nationales, vous voyez que nous proposons une augmentation de 88 millions de francs par rapport au projet du Conseil fédéral. Je me permets de vous donner au moins huit raisons pour suivre la proposition de la commission.

1. Ces 88 millions de francs étaient prévus au Plan financier.
2. Ce financement est assuré par des moyens affectés, c'est le fameux fonds routier, encore que le terme «fonds» ne soit pas très pertinent. Mais ces moyens affectés à disposition atteignent aujourd'hui presque 4 milliards de francs.
3. Il ne s'agit pas de décider de nouvelles routes, il s'agit de terminer le réseau des routes nationales défini et prévu depuis longtemps. Donc, il s'agit de terminer finalement une œuvre que l'on a déjà décidée depuis bien longtemps.
4. Ce réseau a été promis depuis très longtemps et il a toujours été renvoyé pour toutes sortes de raisons.
5. Je crois donc qu'il y a un problème important aujourd'hui de crédibilité politique. Nous avons, dans le temps, augmenté la taxe sur les carburants et le peuple a accepté cette augmentation avec la promesse formelle que cet argent était destiné à la réalisation et à l'entretien du réseau des routes nationales.

Depuis trop longtemps, avec toutes sortes d'excuses, on continue à renvoyer l'achèvement de ces réseaux et, une fois de plus, la politique démontre qu'elle ne tient pas la parole donnée au peuple.

6. Si, aujourd'hui, nous biffons effectivement ces 88 millions de francs, comme le propose le Conseil fédéral, nous



avouons une faiblesse de la politique, une faiblesse et une incapacité dans le savoir couper les véritables frais de fonctionnement et dans le savoir se limiter, cela nous paraît trop simple, en reportant des frais d'investissement. Car en ne réalisant pas ces travaux, nous ne faisons pas une véritable économie. Nous ne renonçons à rien du tout. Nous renvoyons simplement dans le temps l'achèvement de ce réseau. Donc, c'est une fausse économie.

7. Importante raison: c'est les régions les plus faibles du pays, les régions périphériques qui seraient victimes de ce renvoi. Il faudrait stopper des chantiers et des projets qui concernent surtout et avant tout l'Arc jurassien, en particulier les cantons du Jura et de Neuchâtel qui, aujourd'hui encore, ne sont pas reliés au réseau des routes nationales. La Suisse centrale est aussi touchée, le canton d'Argovie en partie également.

Permettez-moi de vous dire que, même si le fait de toucher aujourd'hui ces régions périphériques n'est certainement pas intentionnel, il apparaît choquant qu'après quelques jours où on a vu le pays, et surtout les finances du pays, se mobiliser pour la partie la plus riche du pays, aujourd'hui on renonce à compléter le réseau des routes nationales justement dans la partie la plus faible du pays.

8. Dernier argument: justement à un moment de ralentissement conjoncturel, il ne paraît pas très pertinent de vouloir renoncer à des travaux, travaux qu'il faudra de toute façon faire un jour, de vouloir renoncer à des travaux qui, justement en ce moment, pourraient créer des postes de travail très précieux. Ces arguments sont également valables, mais M. Epiney le précisera mieux, pour les investissements d'infrastructure aux Chemins de fer fédéraux (CFF). La commission du Conseil national, curieusement, accepte de biffer la réduction de 88 millions de francs, mais pas de biffer la réduction de 42 millions de francs aux CFF. Il ne s'agit pas d'opposer ici le lobby des routes à celui du rail, il s'agit de mettre en oeuvre d'une façon conséquente des projets d'investissements que nous avons définis, que nous avons présentés et promis au peuple dans ces deux domaines.

Je vous invite à approuver la proposition de la commission, qui s'est prononcée à une très large majorité, par 9 voix contre 2.

Encore une toute petite précision qui a trait à l'Office fédéral du développement territorial et à la rubrique «Prestations de services de tiers». On ne dit rien dans le dépliant, mais pour le Bulletin officiel, il est peut-être important de dire qu'au bas de la page 513c, l'intitulé «Mise en oeuvre de la Convention alpine, 850 000 francs» n'est pas exact. Ce n'est pas pour la mise en oeuvre de la Convention alpine que ce crédit a été inscrit, mais pour l'année internationale des montagnes 2002.

Je dois dire que la sous-commission, si c'était pour la mise en oeuvre de la Convention alpine, n'aurait pas accepté ce crédit. Le département compétent a, de toute façon, reconnu que cet intitulé n'était pas correct. Il s'agit bien d'un montant pour l'année internationale des montagnes qui se déroulera l'année prochaine.

Epiney Simon (C, VS): Très brièvement, puisqu'une partie des arguments qui ont été cités pour la route se recoupent avec ceux pour le rail: De l'avis de la Commission des finances, les CFF ont reçu un mandat de prestations de la Confédération. Ce mandat de prestations doit, à notre avis, être respecté par le Conseil fédéral et par le Parlement. Sans cela, il faut le modifier. C'est la première raison.

Deuxième raison, on vous l'a dit également, le rail se trouve à un tournant. La Suisse a innové, en matière de politique des transports, en prenant toute une série de mesures pour favoriser le transfert du trafic de la route en direction du rail. Il serait malvenu aujourd'hui de réduire le budget, pour retarder un certain nombre de mesures qui doivent être prises par les CFF pour attirer davantage le trafic sur le rail. Dès lors, nous estimons que c'est un mauvais signal que de réduire les prestations des CFF et notamment de supprimer, au niveau des infrastructures, une part du budget. Donc,

pour ce qui nous concerne, nous sommes d'avis que l'enveloppe financière qui avait été prévue de 1999 à 2002 doit être respectée. Cette enveloppe financière prévoyait pour 2002 un montant de 552 millions de francs. Or, ici, en budgétisant à 494 millions de francs, on ne respecte ni le mandat de prestations, ni l'enveloppe budgétaire.

Nous estimons dès lors qu'il faut s'en tenir à l'enveloppe financière moins une petite réduction que nous avons acceptée, de l'ordre de 16 millions de francs, et non pas de 58 millions de francs, comme cela a été budgétisé. Nous sommes convaincus que l'exploitation des infrastructures des CFF doit être assurée à son niveau actuel, qu'il faut non seulement investir, mais également procéder à toute une série de travaux d'entretien, qu'il faut maintenir la qualité du service. En particulier, il faudra diminuer le prix du sillon en faveur des utilisateurs pour que ces derniers soient attirés par le trafic sur le rail. On ne peut pas, en même temps, se targuer d'avoir inventé un concept innovateur sur le plan européen, un concept qui est aujourd'hui largement copié par les pays qui nous environnent et, d'un autre côté, limiter sur les prestations d'infrastructure.

C'est pour cette raison que nous vous invitons à soutenir la proposition de la Commission des finances et à maintenir le budget tel que nous vous l'avons présenté.

Schweiger Rolf (R, ZG): Die Zentralschweiz im Allgemeinen und der Kanton Zug im Besonderen zeichnen sich durch eine – vorsichtig ausgedrückt – sehr zurückhaltende Lobbytätigkeit in Bern aus.

Wenn ich heute von diesem Grundsatz eine ganz kleine Ausnahme mache, betrifft dies die Kreditposition «Nationalstrassenbau». Die vom Bundesrat vorgeschlagene Kürzung würde nebst dem Kanton Jura auch die Zentralschweiz betreffen. Der Zentralschweiz ist aber sehr daran gelegen, dass die Fertigstellung der N4 nicht weiter hinausgezögert wird. Sie ist der festen Auffassung, dass eine speditive Fertigstellung der N4 nicht nur im volkswirtschaftlichen Interesse der beiden Regionen Zentralschweiz und Zürich, sondern des ganzen Landes liegt.

Wenn wir uns bewusst sind, welche unproduktiven Staustunden heute beispielsweise während der Fahrten zum Flughafen und in die Stadt Zürich entstehen, oder, positiv ausgedrückt, wie bedeutend mehr produktive Arbeitsstunden mit der Erstellung der N4 entstehen könnten, kann man wahrscheinlich folgende Aussage wagen: Die volkswirtschaftlichen Vorteile, die durch eine schnellere Fertigstellung der N4 entstehen würden, stehen in einem absolut vernünftigen Verhältnis zu dem, was der Bund gemäss den Anträgen der Finanzkommission im Jahre 2002 mehr ausgeben soll.

Man kann vielleicht sogar die Aussage wagen, dass die durch eine gesteigerte Produktivität bewirkte Erhöhung des Volkseinkommens steuerlich sogar so relevant sein könnte, dass diese Mehrausgaben mit Mehrsteuern kompensiert werden.

Es geht aber nicht nur um diese finanziellen Aspekte. Der Zentralschweiz liegt daran, über kurze Verbindungsstrecken zum Flughafen und zur Stadt Zürich zu verfügen. Wir wären Ihnen sehr dankbar, wenn Sie den Anträgen der Finanzkommission betreffend dieser Budgetposition zustimmen würden.

Berger Michèle (R, NE): J'aimerais remercier les membres de la commission du Conseil des Etats d'avoir augmenté le budget concernant les routes nationales, notamment la construction des routes nationales. Nous constatons, et M. Marty Dick l'a dit, que notamment les régions en Romandie ont un retard très certain. J'aimerais simplement rappeler des propos qui ont été tenus en 1984 et qui étaient liés à la création de ce financement spécial des routes nationales. Le Conseil fédéral avait affirmé que celui-ci ne dépasserait jamais quelques centaines de millions de francs. Je rappelle encore qu'en 1993, lors de la votation populaire sur le relèvement des droits sur les carburants, le Conseil fédéral affir-



mait à tous les ménages du pays: «Les 20 centimes supplémentaires permettront d'achever plus rapidement le réseau des routes nationales.» Il ajoutait encore: «La plupart des tronçons qui restent à construire se trouvent en Suisse romande.»

Les investissements liés à leur construction sont particulièrement importants pour la Romandie, M. Marty l'a souligné. Or, nous constatons qu'il y a déjà un sixième programme qui est prévu, qu'il est déjà tronqué par des coupes budgétaires. Il devient difficile de dire aux régions concernées que ce sixième programme fait déjà l'objet de coupes après une année, alors que le compte routier dépasse les 4 milliards de francs.

Si bien que je vous demande de soutenir la proposition de la commission.

Leuenberger Ernst (S, SO): Ich möchte die beiden Anträge der Finanzkommission zum Bundesamt für Verkehr, Infrastrukturleistung, und zum Bundesamt für Strassen, Nationalstrassenbau, unterstützen.

Beim Nationalstrassenbau bin ich etwas erschrocken, als ich in der Kommission die Liste jener Projekte gesehen habe, die von der vom Bundesrat beantragten Kürzung betroffen wären. Es handelt sich, wie die Referenten gesagt haben, eindeutig und schwergewichtig um Gebiete, die in der Westschweiz liegen: Kanton Jura, Berner Jura, Kanton Neuenburg usw. Ich halte dies für eine relativ ungünstige Ausgangslage, nachdem wir jahrelang festgestellt haben, dass die grössten Lücken im Nationalstrassennetz in der Suisse romande sind; ich würde die «sensibilité romande» hier sehr ernst nehmen.

Beim Bundesamt für Verkehr, Infrastrukturleistung, handelt es sich um eine vom Bundesrat vorgenommene Kürzung, der meines Erachtens ein eigenartiges Rechtsverständnis zugrunde liegt. Da haben wir in der Bahnreform mühsam festgelegt, dass für die Infrastruktur jeweils eine Leistungsvereinbarung zwischen dem Bund und den SBB abzuschliessen sei, und das Parlament hat sich vorbehalten, dass es diese Leistungsvereinbarung sogar zu genehmigen hat, was auch in Ordnung geht. In dieser Vereinbarung sind auch die Geldbeträge festgelegt; sie soll ja die Planungsgrundlage für den Infrastrukturausbau und die Infrastrukturerneuerung bei den Bundesbahnen sein.

Nun kommt der Bundesrat aus wohlüberlegten finanzpolitischen Gründen in einem bestimmten Jahr dazu, zu sagen, dass der Betrag einfach gekürzt wird. Jene, die Lateinisch können – die Juristen –, sagen jeweils, Verträge seien einzuhalten; nur tönt das dann viel schöner. Ich meine, das dies selbstverständlich auch für die Leistungsvereinbarung gelten sollte.

Insofern möchte ich Sie bitten, den beiden Kommissionsanträgen zu Bundesamt für Verkehr und Bundesamt für Strassenbau zuzustimmen.

Pfisterer Thomas (R, AG): Ich könnte jetzt dankbar darauf hinweisen, dass unter den jetzt hoffentlich nicht mehr gestrichenen Nationalstrassenprojekten auch ein Aargauer Projekt ist, nämlich die Rheinbrücke bei Rheinfelden. Ich bin dankbar, mich hier im Windschatten der Romandie einordnen zu können, möchte aber finanzpolitisch noch auf Folgendes hinweisen: Mich hat an dieser Aktion nicht gestört, dass der Bund bei seiner Suche nach Streichungsmöglichkeiten auch hier fündig geworden ist. Das ist an sich möglich, zeigt aber einmal mehr, dass man es aus rein finanzpolitischen Überlegungen macht, ohne sich mit der Sache auseinander zu setzen. Es hätte hier wahrscheinlich Projekte gegeben, die dringender waren als andere. Das ist wiederum ein institutionelles Problem.

Umso dankbarer darf ich darauf hinweisen, dass beim Ortsbilderschutz, im ausführlichen Budget auf derselben Seite ein paar Zeilen weiter unten, endlich eine Erhöhung erfolgt ist und damit auch etwas Qualität in den Strassenbau ge-

bracht werden kann. Dass davon unter anderem Lenzburg, Laufenburg und Ennetbaden profitieren, ist erfreulich.

Villiger Kaspar, Bundesrat: Sparen schon, aber nicht hier – das ist natürlich das, was man als Finanzminister immer wieder hört. Ich verzichte hier auf einen Antrag, darauf, auf dem Entwurf des Bundesrates zu beharren. Ich will dieses Abenteuer nicht noch einmal wagen, will aber doch ein paar Bemerkungen machen, warum wir Ihnen diese Vorschläge unterbreitet haben. Ich muss noch einmal auf die allgemeine finanzielle Lage und auf den hohen Bindungsgrad aller Ausgaben zurückkommen, die wir im Budget haben: Wir haben bei der Beratung des Budgets festgestellt, dass wir im Verhältnis zum BIP bei den Zuwachsralten immer noch zu hoch waren. Ich glaube, bei Ihnen ist diesbezüglich sehr viel Verständnis laut geworden respektive viel Kritik gekommen, die Wachstumsentwicklung sei zu gross.

Wir wollten immerhin versuchen, innerhalb der Möglichkeiten, die wir beim Budget noch haben, die Ausgaben etwas zu drücken. Wie macht man das? Man schätzt etwa ab, wie viele Ausgaben gebunden sind, und schaut, wo die Ausgaben einigermassen frei sind – dort hat man noch einen gewissen Handlungsspielraum. Dann kommt das, was heute gesagt worden ist: Das EDI ist in Bezug auf die Ausgaben zwar das grösste Departement, aber fast alles ist gebunden, da bleibt nur sehr wenig Spielraum. Diese Ausgaben hier hingegen gehören halt zu denen, die beeinflussbar sind. Wenn wir den Pelz nirgends waschen, wenn wir nicht in Kauf nehmen, dass er nass wird, dann werden wir die Probleme nie lösen können.

Zu den einzelnen Wortmeldungen. Ich fange bei den SBB an: Es trifft nicht zu, dass hier, wie Herr Epiney es gesagt hat, die Leistungsvereinbarung geändert werden müsste, das haben wir wirklich vertieft geprüft. Das ist aber natürlich auch die Argumentation der Betroffenen, ich spüre ja hin und wieder, woher die Argumente kommen. Das könnte aufgefangen werden – die Kürzung gegenüber der ausgehandelten Jahrestranche kann durch die Division Infrastruktur grundsätzlich eingehalten werden. Infrage gestellt würde aber eine Senkung des Trassenpreises zur Förderung der Verlagerungspolitik. Der Verzicht auf diese Kürzung schien uns vorübergehend tragbar.

Bei den Strassen besteht in der Tat eine Zweckbindung. Ich habe ein gewisses Verständnis dafür, dass man sich, wenn das Guthaben für den Strassenbau wächst, quasi fragen kann: Warum gibt man das eigentlich nicht aus? Es ist ja eigentlich kein Fonds, vielmehr sind die Strassenzollabgaben geschuldete Steuern wie andere auch, sie sind zweckgebunden, gehen aber durch die normale Finanzrechnung. Das heisst: Das ist kein Guthaben, das irgendwo auf der Bank liegt, sondern das ist eine Zahl, die sich ergibt und die festgehalten wird. Am Anfang, als man das einführte, bestand zum Teil eine Unterdeckung, da musste der Bund vorschieszen. In der letzten Zeit gibt es Überschüsse.

Es stellt sich die Frage, wie die längerfristige Entwicklung überhaupt verlaufen wird. Da kann man sehen, dass das natürlich davon abhängt, wie sich der Verbrauch der Automobile, wie sich der Verkehr entwickelt. Es hängt auch davon ab, ob eine CO₂-Abgabe kommt oder nicht. Ich kann Ihnen sagen, dass diese Kurve sehr rasch wieder runtergehen würde, wenn sich eine CO₂-Abgabe aufdrängen sollte. Das ist im Verkehr nicht unmöglich, denn dort ist es schwieriger, die Ziele zu erreichen, als im Bereich der übrigen Verbraucher, wo es diese Abgabe wahrscheinlich nicht braucht. Dann könnten wir sehr rasch wieder in die Situation kommen, wo diese Reserve aufgebraucht würde. Deshalb schien es dem Bundesrat vertretbar, Ihnen hier einen Vorschlag zu machen.

Man sagt dann natürlich – Herr Hofmann ist jetzt nicht hier –, das seien Investitionen, aber ich weise auf die Problematik des Investitionsbegriffes hin. Hier sagt man, das seien Investitionen, da dürfe man nicht kürzen, und bei der Bildung sagt man, es seien keine Investitionen. Aber dann sagt man wieder, es seien eben doch Investitionen, man dürfe aber

trotzdem nicht kürzen. Dann werden alle Bereiche genannt, da kann ich Ihnen die ganze Rechnung herunterleiern. Ich stelle einfach fest: Sie können nirgends etwas kürzen. So werden wir die Finanzen nie in den Griff bekommen.

Wen es trifft, hängt nicht mit einer bewussten Perfidie derjenigen zusammen, die die Projekte auswählen oder nicht, sondern das ergibt sich aus einer ganz logischen Überlegung. Man hat nicht auf regionalpolitische Aspekte Rücksicht nehmen können. Das Hauptkriterium war: Wo hat man noch nicht begonnen? Es ist eine Erstreckung der Problematik, es ist nicht eine Ersparnis auf Dauer, es ist eine Erstreckung. Es macht ja keinen Sinn, bestehende Baustellen zurückzufahren und dafür andere neu anzufangen. Deshalb hat sich dann eben automatisch ergeben, wo man sparen könnte und wo nicht. Denn sonst wäre natürlich die Kritik noch sehr viel lauter gekommen: Ihr könnt doch nicht plötzlich Baustellen stilllegen. Wenn man einmal angefangen hat, muss man es auch durchziehen, das ist ja selbstverständlich.

Ich überlasse es Ihnen, aber ich muss Ihnen einfach finanzpolitisch sagen: Immer nur alle Bereiche schonen kann man nicht, wenn man am Schluss eine tiefe Steuerquote bewahren will.

Angenommen – Adopté

*Die Beratung dieses Geschäfts wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.15 Uhr
La séance est levée à 12 h 15*

Dritte Sitzung –Troisième séance

Mittwoch, 28. November 2001

Mercredi, 28 novembre 2001

08.00 h

01.046

Voranschlag der Eidgenossenschaft 2002 Budget de la Confédération 2002

Fortsetzung –Suite

Botschaft des Bundesrates 28.09.01
Message du Conseil fédéral 28.09.01
Bestellung: EDMZ, 3003 Bern/Commande: OCFIM, 3003 Berne
Ständerat/Conseil des Etats 27.11.01 (Erstrat – Premier Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 27.11.01 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 28.11.01 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 03.12.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 04.12.01 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 05.12.01 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 05.12.01 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 10.12.01 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 11.12.01 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 12.11.01 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 12.12.01 (Differenzen – Divergences)

1. Finanzrechnung 1. Compte financier

Sonderrechnungen Comptes spéciaux

Fonds für die Eisenbahn-Grossprojekte
Fonds pour les grands projets ferroviaires

Epiney Simon (C, VS), pour la commission: Comme vous le savez, le fonds pour les grands projets ferroviaires est un fonds qui n'apparaît plus dans le budget de la Confédération, mais qui est traité comme un fonds juridiquement indépendant, contrairement au fonds routier dont nous avons discuté hier qui, lui, est intégré au budget de la Confédération.

Vous vous rappelez également que ce fonds pour les grands projets ferroviaires est alimenté par diverses sources financières: d'abord, par les recettes affectées du fonds routier, environ 1 milliard de francs, par le pour mille de la TVA, environ 300 millions de francs, par la redevance sur le trafic des poids lourds, environ 400 millions de francs, par le produit de l'impôt sur les huiles minérales, environ 320 millions de francs, par les prêts sur le marché, 500 millions de francs, et par les avances de la Confédération.

Les recettes ne suffisent plus actuellement à couvrir les prélevements budgétisés à 2 milliards de francs. Le fonds accuse un découvert de 608 millions de francs, qui est comblé par les avances de la Confédération qui s'élèveront à 2,273 milliards de francs. Actuellement, nous sommes en phase où les dépenses engagées augmentent très rapidement. Ce n'est que dans les années 2020 environ que nous aurons remboursé ce fonds grâce aux différentes sources de recettes.

Ce fonds est essentiellement affecté aux transversales alpines à concurrence de 1,293 milliard de francs selon le projet de budget et d'arrêté fédéral qui vous est soumis. 577 mil-

lions de francs concernent le Lötschberg et 671 millions de francs concernent le Gothard.

Le reste, 640 millions de francs, est affecté essentiellement au projet «Rail 2000».

Nous vous demandons, au nom de la Commission des finances, d'approuver l'arrêté fédéral II concernant les prélevements sur le fonds pour les grands projets ferroviaires pour l'année 2002.

Büttiker Rolf (R, SO): Eigentlich sollte ich nicht sprechen, denn den Überbringern von schlechten Nachrichten wird meistens der Kopf abgeschlagen. Ich verweise auf die Pressecommuniqués von heute. Die Neat-Aufsichtsdelegation hat gestern Morgen in der Frühe von dem Kenntnis genommen, was wir zwar schon länger wussten: vom Ausreisser, vom Los Sedrun. Ich möchte aber dazu beitragen, die Lage nicht zu dramatisieren.

Wir sind eigentlich am Lötschberg sehr gut durchgekommen, wir sind eigentlich bei den Vergaben am Gotthard auch gut durchgekommen. Wenn wir die Lose Faido, Bodio und Amsteg zusammennehmen, haben wir seit 1991 eine Teuerung von etwa 15 Prozent. Das liegt eigentlich in einem sehr guten Bereich, unter 2 Prozent pro Jahr. Sedrun mit der Pioramulde ist das schwierigste Los. In letzter Zeit ist auch die Marktlage in Bezug auf den Tunnelbau europaweit angeheizt, sodass wir jetzt eben diesen einmaligen Ausreisser hatten. Beim Los Sedrun ist es, bezogen auf 1991, eine 58-prozentige Steigerung. Das liegt natürlich über dem Wert, den wir eigentlich als normal betrachten. Insgesamt, und das ist nun der entscheidende Punkt, liegt der Gotthard bei den Vergaben bei 27 Prozent, bezogen auf 1991. Das ist im Bereich von 2 bis 3 Prozent pro Jahr, das ist im oberen Grenzbereich, würde ich sagen.

Das Problem entsteht natürlich dadurch, Herr Bundesrat, dass wir in der zeitkritischen Phase von 2005 bis 2007 – das dürfte sich dann beim Finanzplan auswirken – an die Grenze des Fonds kommen. Wir haben die Fondssimulation durchgeführt, wir haben uns vom BAV die Zahlen geben lassen und haben festgestellt, dass in der Zeit von 2005 bis 2007 die Fondsgrenze praktisch erreicht wird. Das heisst im Klartext – und das macht allen Sorgen –, dass die Reserven in dieser Zeit, in der eigentlich mit dem Bau noch nicht begonnen wurde, also bereits in der Planungsphase, vollständig ausgeschöpft sind. Jeder, der in der Praxis im Bau und vor allem im Tunnelbau tätig ist, weiss, dass man diese Reserven vor allem in der Bauphase noch haben sollte, dass man dann noch Handlungsspielraum haben sollte und dass das entsprechend schwierig wird. Die Aufsichtsdelegation geht davon aus, dass wir die Sache nach wie vor im Griff haben. Wir werden uns mit verstärkter Steuerung und Kontrolle bemühen, dass wir dem Bund keine zusätzlichen Belastungen aufbürden. – Das vielleicht noch zur Klärung.

Die Lage hat sich durch den Ausreisser Sedrun verschärft, sie ist kritischer geworden, aber es besteht kein Anlass, daraus ein Drama zu machen. Wir müssen den Blick für das Ganze bewahren, das noch einigermassen in dem Bereich liegt, den wir verantworten können.

Verpflichtungskredite Crédits d'engagements

Merz Hans-Rudolf (R, AR), für die Kommission: Sie finden die Unterlagen zu diesem Teil des Budgets nicht im grünen, sondern im weissen Buch, das Sie bekommen haben, und zwar auf den Seiten 258 und 266. Ich habe keine Bemerkungen dazu, da es seitens der Finanzkommission keine Abweichungen gibt. Wir pflegen ja in der Regel die Verpflichtungskredite dann eher bei der Rechnungsabnahme, bei der Staatsrechnung, unter die Lupe zu nehmen, sodass es für die Budgetdebatte keine Bemerkungen gibt.

Ich beantrage Zustimmung.



2. Bundesbeschluss I über den Voranschlag für das Jahr 2002**2. Arrêté fédéral I concernant le budget pour l'année 2002**

Merz Hans-Rudolf (R, AR), für die Kommission: Wir haben jetzt eigentlich nicht mehr viele Pendenzen betreffend der Rest des Budgets. Wir haben, um das einfach zu rekapitulieren, bei diesem Bundesbeschluss noch den Eventualantrag Plattner zu behandeln. Das ist die einzige Pendenz bei diesem Beschluss. Wir haben keine Pendenzen mehr beim Bundesbeschluss II zu den Eisenbahn-Grossprojekten, wir haben keine Pendenzen mehr im ETH-Bereich. Wir haben dann beim Bundesbeschluss über den Nachtrag II zum Voranschlag 2001 eigentlich auch keine Pendenz mehr.

Aber ich habe eine Frage, die ich jetzt schon Herrn Bundesrat Villiger stellen möchte, damit er sie dann vielleicht beantworten kann, bevor wir darüber befinden. Es geht um Folgendes – es tut mir auch Leid, es ist vielleicht etwas pietätlos, wenn ich diese Frage stelle, aber wir haben ja in der Finanzdelegation im Zusammenhang mit der Versicherungsdeckung für die Luftfahrtgesellschaften eine Entscheidung getroffen, weil hier die Versicherungsgesellschaften Deckungsprobleme signalisierten. Die Frage ist jetzt die: Ist es möglich bzw. zu erwarten, dass infolge dieser Regelung der Absturz der Crossair-Maschine Auswirkungen auf den Bundeshaushalt haben könnte? Das ist die Pendenz zum Bundesbeschluss über den Nachtrag II zum Voranschlag 2001. Dann ist eine Frage unbeantwortet geblieben, die gestern der Finanzkommission gestellt wurde, nicht nur dem Bundesrat. Es ging nämlich um die Frage, ob wir uns eigentlich in der Finanzkommission mit der Landwirtschaftspolitik befasst haben; ich beziehe mich auf das Votum von Herrn Kollege Maissen. Ich möchte signalisieren, dass das der Fall war. Wir haben in der Tat über die Landwirtschaftspolitik gesprochen, wir haben uns mit dem Rahmenkredit befasst. Ich möchte bei dieser Gelegenheit zuhanden des Rates doch eine Aussage machen, die mir auch für die Zukunft wichtig scheint.

Das Anliegen, das Herr Maissen gestern vorgetragen hat, ist nämlich an sich berechtigt. Ich möchte alle diejenigen Kolleginnen und Kollegen, die sich der Landwirtschaft verpflichtet fühlen und die den Versuchungen der Landwirtschaft gelegentlich ausgesetzt sind, doch bitten, diese Rahmenkredite zu beachten. Es hat keinen Sinn, wenn wir versuchen, von Jahr zu Jahr ein bisschen Kosmetik zu machen. Meist ist es ja so, dass man dann Erhöhungen beschliesst oder beantragt, wie jetzt im Falle der Milchwirtschaft. Weil wir diese Zahlungsrahmen haben, müssen sie aber später wieder kompensiert werden. Die Schmerzen werden dann einfach immer grösser, und die Probleme kumulieren sich. Vielleicht kommt dann sogar der Tag, an dem man nicht mehr anders kann, als das Landwirtschaftsgesetz zu ändern. Das wollen wir nicht. Deshalb möchte ich doch das Signal aussenden, dass man in diesen Bereichen künftig mit Vorsicht an die Anträge herantritt.

Herr Präsident, das sind die Pendenzen, die wir in Zusammenhang mit den Beschlüssen noch zu behandeln haben.

Villiger Kaspar, Bundesrat: Ich kann die gestellte Frage beantworten. Der Bund übernimmt für schweizerische Flugzeuge, also jene der Swissair und der Crossair, noch bis zum 24. Dezember dieses Jahres im Falle von Krieg und Terror inklusive Entführungen die Garantie für Schäden, die am Boden entstehen – das sind die so genannten Drittschäden –, und zwar für solche, die über 50 Millionen Franken liegen.

Bis zu 50 Millionen Franken können sich die Gesellschaften bei den privaten Versicherungen noch versichern lassen. Man sucht ja jetzt eine längerfristige Lösung. Wir gehen davon aus, dass der Krieg, der Terror und die Entführungen im Falle dieses sehr traurigen Unfalls keine Rolle spielen, die Rechnung also davon nicht betroffen wird.

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

-
- von 51 457 211 770 Franken
-
- einem Ausgabenüberschuss im von 501 909 170 Franken
- von 4 047 440 904 Franken
-

Art. 1

Proposition de la commission

-
- de 51 457 211 770 francs
-
- un excédent de dépenses de 501 909 170 francs
- de 4 047 440 904 francs
-

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1

.... 3 058 494 300 Franken

Abs. 2–6

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 2

Proposition de la commission

Al. 1

.... 3 058 494 300 francs

Al. 2–6

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Ausgabe 36 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



Art. 5*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Ausgabenbremse – Frein aux dépenses**Abstimmung – Vote*Für Annahme der Ausgabe 38 Stimmen
(Einstimmigkeit)*Das qualifizierte Mehr ist erreicht*
*La majorité qualifiée est acquise***Art. 5a***Antrag der Kommission**Titel*

Erhöhung des Zahlungsrahmens für die Grundbeiträge nach dem Universitätsförderungsgesetz (BB vom 7. Oktober 1999)

Text

Der Zahlungsrahmen für die Grundbeiträge nach dem Universitätsförderungsgesetz wird um 101,2 Millionen Franken aufgestockt. Die Jahresanteile des Zahlungsrahmens werden für 2001 um 32, für 2002 um 33,27 und für 2003 um 35,93 Millionen Franken erhöht.

Antrag Plattner

.... wird um 360 Millionen Franken aufgestockt. Die Jahresanteile werden für 2001 um 60, für 2002 um 120 und für 2003 um 180 Millionen Franken erhöht.

Eventualantrag Plattner

(falls der Hauptantrag abgelehnt wird)

.... wird um 196 Millionen Franken aufgestockt. Die Jahresanteile werden für 2001 um 32, für 2002 um 64 und für 2003 um 98 Millionen Franken erhöht.

Art. 5a*Proposition de la commission**Titre*

Augmentation du plafond de dépenses pour les subventions de base selon la loi sur l'aide aux universités (AF du 7 octobre 1999)

Texte

Le plafond de dépenses pour les subventions de base selon la loi sur l'aide aux universités est relevé de 101,2 millions de francs. Les parts annuelles du plafond de dépenses augmentent donc pour 2001 de 32, pour 2002 de 33,27 et pour 2003 de 35,93 millions de francs.

Proposition Plattner

.... est relevé de 360 millions de francs. Les parts annuelles donc pour 2001 de 60, pour 2002 de 120 et pour 2003 de 180 millions de francs.

Proposition subsidiaire Plattner

(au cas où la proposition principale serait rejetée)

.... est relevé de 196 millions de francs. Les parts annuelles donc pour 2001 de 32, pour 2002 de 64 et pour 2003 de 98 millions de francs.

Le président (Cottier Anton, président): M. Plattner a retiré sa proposition principale.**Plattner** Gian-Reto (S, BS): Ich werde jetzt etwas Pfeffer in den ruhigen Morgen streuen und bitte Sie, mir das zu verzeihen. Es hat vor allem den Grund, dass ich in einem Jahr vermutlich dann da oben sitzen muss und somit nichts mehr sagen kann. Ich muss versuchen, meine Punkte heute zu machen.

Zuerst möchte ich Ihnen danken, dass ich hier oben sitzen darf; ich höre nämlich viel besser hier, die Akustik ist ausgesprochen gut da oben. Der Nachteil ist, dass ich den Finanzminister nicht mehr sehe, und zu ihm spreche ich eigentlich jetzt ganz im Speziellen.

Worum geht es? Es geht darum, im Verpflichtungskredit für die nächsten drei Jahre die Zahlen anzupassen an das, was man für die Grundbeiträge der kantonalen Hochschulen willens sein wird auszugeben. Sie haben bereits – und darüber bin ich sehr froh – für das nächste Jahr im Budget 2002 eine Erhöhung um 32 Millionen Franken bewilligt. Die Finanzkommission beantragt nun, diese Erhöhung einfach so weiterzu ziehen, also jedes Jahr 32 Millionen Franken mehr, als bisher im Finanzplan vorgesehen war, aber keine zusätzliche Steigerung: einmal eine Steigerung um 8 Prozent und dann wieder konstant gemäss dem alten Finanzplan.

Ich beantrage Ihnen, das nächstjährige Budget nicht zu ändern, das ist bewilligt, aber doch für die Budgets 2003 und 2004 jetzt in weiser Voraussicht den Rahmenkredit mehr zu erhöhen, sodass man zusätzlich jedes Jahr um diese 32 Millionen Franken aufstocken könnte, also im ersten Jahr 32, dann 64, dann 96 Millionen Franken. Man würde damit eine Steigerungsrate von 8 Prozent der Bundesbeiträge an die kantonalen Hochschulen für drei Jahre durchziehen, bis dann der neue Rahmenkredit in Kraft treten wird.

Warum beantrage ich Ihnen das? Grundsätzlich ist die sachliche Situation die, dass die Universitäten, im Gegensatz zum Beispiel zu den ETH, in einem finanziell ausserordentlich engen Korsett stecken, und das gerade in einem Moment, in dem man von ihnen Wandel verlangt. Ich hatte schon einige Male Gelegenheit, das hier zu sagen. In den letzten zehn Jahren hatten wir 10 Prozent mehr Studierende, fast 20 Prozent mehr Abschlüsse und real um 1 Prozent sinkende Finanzmittel zur Verfügung.

Wir sind jetzt dabei – ein zweiter Grund – eine ganze Generation von Professoren und Professorinnen abzulösen. Sie wissen, wie das bei Berufungen geht – jeder und jede wirklich qualifizierte Person stellt natürlich Bedingungen, man muss bei den Berufungen konkurrenzfähig sein, speziell in den Naturwissenschaften. Das kann pro Berufung leicht einmal eine halbe bis eine ganze Million Franken kosten, für bauliche Veränderungen, für Investitionen – auch das kostet sehr viel Geld.

Im Bereich Lehre hat die Schweiz die Bologna-Deklaration unterzeichnet. Es liegt ein Papier der Rektorenkonferenz vor – das auch der Schweizerischen Universitätskonferenz in wenigen Tagen vorliegen wird –, in dem allein die Mehrkosten zur Umsetzung dieser modernen Lehrreform mit 70 Millionen Franken pro Jahr berechnet werden. Die Rektoren rechnen dort auch vor, dass die Verbesserung der Betreuungsverhältnisse an den Universitäten – also nicht mehr ein Professor auf 140 Studierende, sondern einer auf vielleicht 40 bis 50 Studierende – weitere Hunderte von Millionen Franken pro Jahr kosten wird, dass die Einführung neuer Lerntechnologien Hunderte von Millionen Franken pro Jahr kosten wird. Die Schweizerische Hochschulrektorenkonferenz kommt allein für den Bereich Lehre auf 750 Millionen Franken Zusatzkosten pro Jahr, die sie nicht gedeckt sieht.

Von der Forschung habe ich noch gar nicht geredet, da lässt es sich auch schlechter spezifizieren. Aber die Grundlagenforschung ist der Nährboden des Wohlstandes einer Gesellschaft wie der unseren, die eine Wissensgesellschaft ist. Es führt nichts daran vorbei, dass man feststellen muss, dass die Schweiz in den letzten Jahren und Jahrzehnten diesen Nährboden sträflich vernachlässigt hat. Es ist immer anderes wichtiger in diesem Lande. Wir bohren mit Leidenschaft Löcher durch die Berge, wir stopfen mit Emotionen Löcher in den Kassen von Fluggesellschaften, wir wollen Pensionskassen von Stempelgebühren entlasten oder die Unternehmenssteuern nach dem Giesskanneprinzip ein bisschen senken. All das ist uns wichtig, hingegen vernachlässigen wir die Förderung der Forschung und der Bildung im tertiären Bereich.

Der Schweizerische Wissenschafts- und Technologierat hat die Alarmglocke geläutet, Sie könnten das alle lesen. Er



fragt mit Recht: Wovon soll denn dieses Land in der Zukunft leben, in zehn, zwanzig Jahren, wenn wir heute den Nährboden einfach austrocknen lassen? Man kann die Forschung nicht wie einen Wasserhahn auf- und zudrehen, und man muss diesen Nährboden, der das Substrat für unseren Wohlstand ist, wässern, solange noch Leben in ihm ist. Wenn er einmal ausgetrocknet ist, nützt es dann gar nichts, die besten Gärtnner beizuziehen, um den Garten neu zu machen, dann ist es zu spät.

Ich habe angesichts dieser Tatsache wirklich Mühe mit der Idee der Umsetzung der Motionen Plattner 01.3159 und Eymann 01.3140 durch Bundesrat und Finanzkommission. Schauen Sie sich an, was jetzt am Schluss bei diesem parlamentarischen Vorgang herausgesprungen ist, der doch weit über unser Land hinaus breite Resonanz gefunden hat, auch bei den Schweizern in den USA, von denen ich sehr viel Post bekommen habe. Es war ein Zeichen der Hoffnung, dass im Parlament das Bewusstsein gewachsen sein könnte, dass man in diesem Bereich jetzt etwas tun muss. Und wie wird dieses Zeichen der Hoffnung nun umgesetzt? Es gibt einmal jedes Jahr 32 Millionen Franken mehr. Auf ein Budget von gegen 50 Milliarden werden also während drei Jahren mit dieser neuen Prioritätensetzung, mit dieser verstärkten Unterstützung, 0,8 Promille mehr ausgegeben, also knapp 100 Millionen Franken mehr. Das ist etwa gleich viel wie der Betrag, um den Sie das diesjährige Budget für den beschleunigten Ausbau einiger Autobahnen in diesem Land erhöht haben. Ich muss sagen, für mich ist das «le ballet des petits riens». Ich verstehe nicht, was das soll. Dieses Zeichen, das Sie damit geben, wird genau so gelesen werden, vor allem wenn Sie sagen, es werde in den nächsten drei Jahren nicht mehr geben, es bleibe bei dieser Aufstockung um 32 Millionen Franken, bei diesen 0,8 Promille. Die Forscher in den USA und der Wissenschaftsattaché in Washington, der mir für diese Motion gedankt hat, werden zur Kenntnis nehmen müssen, dass es ein Strohfeuer war.

Ich möchte, indem ich im Rahmenkredit die Erhöhung nun durchziehen will, ja nicht bereits schon budgetwirksame Ausgaben von Ihnen verlangen – Ihre Budgetfreiheit bleibt nächstes und übernächstes Jahr selbstverständlich gewahrt. Es wäre aber wenigstens ein Signal, dass dieses Land gewillt ist, diese Aufgabe etwas ernster zu nehmen.

Wir haben rund 200 Millionen Franken für die europäische Forschung bewilligt, diese werden ab übernächstem Jahr in Brüssel landen. Heute schon fordert uns die zentrale Verwaltung auf, aktiv zu werden, die Forscher zu bitten, dieses Geld nun in die Schweiz zurückzuholen, denn sonst bleibt es in Brüssel liegen. Wie sollen die Forscher das machen, wenn sie mit der Lehre vollkommen absorbiert sind und ihnen daheim eigentlich die Unterstützung für die Forschung fehlt? Es wird so sehr schwierig sein, dieses Geld, das wir nach Brüssel geben, wieder in der Schweiz einsetzen zu können. In einem gewissen Sinn ist es schlecht investiert, wenn wir es nicht mit Geld begleiten, das wir auch zu Hause ausgeben.

Kaspar Villiger hat in einer Kommissionssitzung gesagt, die Finanzpolitik müsse sich an der nächsten Generation und nicht an den nächsten Wahlen orientieren; dem kann ich nur zustimmen. Sie darf sich aber auch nicht am letzten Grounding oder am letzten Defizit orientieren. Zumindest in der Bildung muss Finanzpolitik vielmehr eine gewisse Konstanz aufweisen, verlässlich sein, auch politisches Gespür beweisen. Es geht immer um Leute, die man in die Forschung bringen muss, die Qualität kommt von den einzelnen Personen. Wenn diese nicht mehr glauben, dass man sie unterstützt, dann gehen sie halt woanders hin.

Ich habe wirklich Sorge um den Forschungs- und Bildungsplatz Schweiz im tertiären Bereich. Ich kann mich dem Appell des Schweizerischen Wissenschafts- und Technologierates nur anschliessen, der mit eindringlichen Worten sagt: «Wir appellieren an die eidgenössischen und kantonalen Gesetzgeber, die Budgets für Bildung und Forschung zu erhöhen Nur rasche und mutige Entscheide können uns davor bewahren, von anderen überholt zu werden. Diese Gefahr ist zunächst kaum erkennbar. Doch wenn sie

offenkundig wird, ist es bereits zu spät.» («Manifest für den Denkplatz Schweiz», S. 2)

Ich habe Sie davor gewarnt, und ich bitte Sie deshalb, meinem Antrag zuzustimmen, der dahin geht, den Rahmenkredit für die nächsten beiden Jahre – also für 2003 und 2004 – um insgesamt 96 Millionen Franken mehr zu erhöhen, als dies die Finanzkommission beantragt, also den Zuwachs zu verdoppeln.

Merz Hans-Rudolf (R, AR), für die Kommission: Der Antrag Plattner hat der Finanzkommission nicht vorgelegen. Wir konnten ihn folglich auch nicht behandeln. Ich habe Ihnen gestern empfohlen, den ersten Antrag Plattner zur zusätzlichen Erhöhung dieser Mittel abzulehnen. Ich beantrage Ihnen, auch den Eventualantrag Plattner abzulehnen.

Finanzaushaltrechtlich ist es ohne weiteres möglich, dass man im Rahmen der Budgetdebatte solche Anträge stellen kann. Insofern ist es eine Selbstverständlichkeit, dass das Parlament heute darüber befinden kann.

Ich teile ebenso die Sorge von Herrn Plattner. Wir haben schon verschiedentlich darüber im Rat gesprochen. Aber es zeigt sich jetzt, dass es ein Fehler war, damals die Motion so zu verabschieden, wie wir sie trotz des guten Anliegens verabschiedet haben. Wir haben es nämlich unterlassen, damals diese Motion mit Aufträgen zu versehen, mit Aufträgen in Bezug auf die Finanzierung. Das ist ein Anliegen, an dem wir künftig, im Lichte der gestrigen Debatte, nicht mehr vorbeikommen werden. Wir werden in der Zusammenarbeit zwischen den Finanzkommissionen und den Legislativkommissionen künftig der Finanzierung von solchen Anliegen grösste Beachtung schenken müssen. Das war ein Fehler.

Der zweite Fehler war, dass man dieses Thema nicht zuerst in der WBK behandelte; dort gehört es nämlich hin. Dann kann man eine Botschaft daraus machen und den Rahmen bilden. Man kann dann sagen warum, wo und wie viel erhöht werden soll. All diese Dinge liegen hier nicht vor. Ich zweifle nicht an der Argumentation von Herrn Plattner. Er ist bekannt für seine scharfsinnigen Überlegungen, aber es gäbe in der Kommission auch noch andere Überlegungen anzustellen, und das ist hier nicht getan worden. Man hat die Kantone nicht begrüsset, man hat den Rahmen nicht gesehen, man hat den Überblick nicht. Es ist hier einfach ein Zahlungsrahmen erhöht worden, so gewissermassen «en passant», eine gewisse Mogelpackung, wenn Sie so wollen, bei einem sehr delikaten, wichtigen Anliegen.

Ich bin der Meinung, wir sollten diesem Antrag nicht zustimmen; wir sollten dieses Geschäft der WBK überantworten, damit sie sich systematisch damit befassen, sich auch die Frage nach der Finanzierung stellen und sich mit einem Zahlungsrahmen wieder an uns wenden kann. Denn dann haben wir eine saubere Situation und können anhand entsprechender Unterlagen diskutieren; dann haben wir nicht nur eine Zahl, hinter der alles und nichts steht.

Ich bitte Sie dringend, diesen Eventualantrag für heute abzulehnen – bei allem Respekt für das Anliegen von Herrn Plattner.

Berger Michèle (R, NE): Comme M. Merz, j'aimerais remercier M. Plattner d'avoir retiré son premier amendement concernant la modification du montant alloué aux universités cantonales qui figure dans le budget 2002. Il était impossible de répondre à sa demande et je ne pouvais pas non plus soutenir cette première proposition. Par contre, je peux soutenir le deuxième amendement qu'il dépose aujourd'hui, parce qu'en adoptant la motion 01.3159 qu'il avait déposée, nous avons voulu dégager une priorité en soutenant nos universités cantonales. Nous avons toujours dit et nous continuerons de dire que la formation est prioritaire dans notre pays. Mais je crois qu'il faut aussi savoir passer aux actes et pas seulement le dire. Et passer aux actes, c'est soutenir sa proposition subsidiaire.

Lorsque M. Plattner avait déposé sa motion, il l'avait bien dit en termes assez vagues. Cela laissait toute compétence au Conseil fédéral de pouvoir attribuer les montants qu'il sou-



haitait. Son développement, par contre, était plus précis et demandait environ 60 millions de francs, demande à laquelle le Conseil fédéral n'a pas pu répondre, et nous le comprenons. Mais latitude était laissée au Conseil fédéral.

Simplement, ensuite, ce que M. Plattner demandait dans sa motion, c'était que cette augmentation soit effective de 2002 à 2012. Il avait bien demandé une période de 10 ans. En acceptant cette motion, nous avons aussi accepté l'augmentation des ressources dans le temps, c'est-à-dire pendant cette période de dix ans.

Avec l'amendement que M. Plattner dépose aujourd'hui, nous passons aux actes en disant: «Il y a une augmentation réelle des ressources sur ces dix ans», en tout cas maintenant, sur la période 2002–2004. Je crois que le Conseil fédéral, si je ne me trompe pas – j'ai relu la réponse à la motion Plattner – partageait les soucis de l'auteur de la motion et reconnaissait que l'aide aux universités était importante et qu'elle devait couvrir des besoins de rattrapage dans l'enseignement universitaire et dans l'encadrement des étudiants.

C'est ainsi qu'il l'a motivé en demandant de transformer sa motion en postulat.

Alors, je donnerai mon appui et je vous demande aussi de passer aux actes aujourd'hui en disant: Il faut soutenir. C'est une demande prioritaire que de dégager l'aide aux universités dans notre pays.

Je soutiendrai donc la proposition subsidiaire Plattner et vous demande d'en faire autant.

Schmid Carlo (C, AI): Mein Anliegen vorweg: Ich unterstütze Herrn Plattner. An sich kann man der Auffassung sein – ich habe dies in diesem Rat auch schon etwas gesagt –, dass es in unserem Land zu viele Universitäten hat. Wir haben bei halber Bevölkerungszahl ungefähr gleich viele Universitäten wie der Freistaat Bayern. Man kann natürlich vor diesem Hintergrund auch sagen: Halten wir die Universitäten kurz, dann gibt es automatisch eine Flurbereinigung! Denn offensichtlich werden Universitäten zum Teil von Kantonen unterhalten, welche nicht hinreichend eigene finanzielle Kraft und hinreichend wirtschaftliche Substanz haben, um eine Universität zu tragen. Ich bin der Auffassung, dass dies eine falsche Art des Vorgehens wäre. Ganz abgesehen davon bin ich wirklich kein Freund davon, dass wir jetzt hier und dort neue Institute auftun, neue Universitäten gründen und die ganze Bildungslandschaft mit noch mehr solchen Instituten möblieren – das wäre wirklich ein Fehler.

Was uns Not tut, ist auch nicht dieser Bundesverfassungartikel: Er stellt eine völlig disparate Veranstaltung dar, eine gemischte Verantwortlichkeit zwischen Bund und Kantonen, die weder im Grundsatz noch im Detail effektiv hält.

Wir müssen meines Erachtens die ganze Hochschullandschaft neu überdenken und dazu stehen, dass sie letzten Endes eine Bundesaufgabe darstellt. Das Volksschulwesen ist Sache der Kantone; das Mittelschulwesen ist, bereits heute, eine gemischte Veranstaltung; das ganze Berufsbildungswesen, aber auch das Fachhochschulwesen wird vom Bund her gesteuert; die Mittelschulen, Gymnasien, werden auch zum Teil vom Bund gesteuert. Aber das Hochschulwesen sollte meines Erachtens eine nationale Veranstaltung sein, weil es eine nationale Aufgabe ist und nicht alle Kantone eine Universität haben. Wenn man im Rahmen einer nationalen Veranstaltung zu einer bestimmten Mittelallokation kommt, dann à la bonheur. Aber es kann nicht die Meinung sein, dass man mit Kurzhalten der Universitäten in diese Richtung politisch etwas bewirkt – dies wäre nicht die Meinung.

Die Meinung wird sein, dass man hier einfach einen finanzpolitischen Entscheid fällt, der auch vor einer wichtigen Veranstaltung wie der universitären sein Gewicht haben muss. Herr Merz hat das dargelegt und ein Gesamtkonzept verlangt. Mit Gesamtkonzepten kann man jedoch alles killen, das ist immer so. Aber das Anliegen von Herrn Plattner hat trotzdem seine Berechtigung. Die Berechtigung ist meines

Erachtens darin zu sehen, dass wir den Einzeluniversitäten, wenn wir ihnen im Moment schon nicht am Zeug flicken wollen, die Möglichkeit geben, tatsächlich auch zu atmen und sich für die Zukunft einzurichten.

Ich muss Ihnen sagen, dass das, was wir in der letzten Zeit erleben, zum Teil bedenklich ist. Wir haben in der tertiären Stufe nicht mehr die hinreichenden finanziellen Mittel, um gute Leute in der Schweiz zu halten. Wir haben nicht mehr die hinreichenden finanziellen Mittel, um zu konkurrieren. Wir können nicht einmal mehr mit Deutschland konkurrieren. Sie sehen, in welcher Konkurrenzsituation wir stecken, wenn Sie zur Kenntnis nehmen, dass in Deutschland zur Gewinnung von Spitzenphysikern nicht mehr der Lohn zur Diskussion steht, sondern man verspricht einem solchen Physiker, ein Institut für 25 Millionen D-Mark aufzubauen, damit für ihn die entsprechenden Institutseinrichtungen zur Verfügung stehen.

An sich haben wir mit der ETH und den kantonalen Universitäten eine Spitzposition erreicht, welche wir verteidigen sollten. Mit dem Eventalantrag Plattner geben Sie mehr ein Zeichen, als dass Sie die Situation finanziell umstürzen, aber Sie geben ein positives Zeichen. Will man hier finanziell noch etwas Verantwortung übernehmen, gerade jetzt und nicht erst später, dann gibt es hier natürlich noch Aufgaben – das will ich Ihnen sagen –, welche die Finanzkommission auch übernehmen sollte und müsste und welche der Rat noch in dieser Session übernehmen kann und muss.

Ich rede von zwei Dingen:

1. Mit Blick auf die Finanzkommission rede ich davon, dass sie es vielleicht einmal darauf anlegen sollte, die Positionen der Ressortforschung in den einzelnen Departementen zu durchforsten. Was im Bereich der Ressortforschung veranstaltet wird, ist zum Teil nichts anderes als die Bestellung von Parteigutachten zur Untermauerung von politischen Auffassungen unserer Bundesämter. Da gehen Millionen Franken hinaus. Wenn man diese Gelder zusammennehmen und in die zweckungebundene Grundlagenforschung zugunsten der kantonalen Universitäten geben würde, statt sie für politische Kampagnen einzusetzen, die unter dem wissenschaftlichen Titel eines Gutachtens daherkommen, wäre hier durchaus ein Ausgleich geschaffen.

2. Dies ist in dieser Session an den Rat gerichtet: Klar hat das keinen direkten inneren Konnex, aber über die ICT-Vorlage sollten Sie nachdenken. Klar hängt von der ICT-Veranstaltung auch ein Teil unserer Zukunft ab, aber die Initiative «Schulen ans Netz» betrifft vor allem die Volksschule, und die Volksschule ist – ich habe es erwähnt – Sache der Kantone. Warum, um Himmels willen, muss sich der Bund mit 100 Millionen Franken in eine Volksschulveranstaltung einmischen? Ich bin ganz klar der Auffassung: Wir müssen unsere Volksschulen ans Netz bringen, aber das ist die Aufgabe der Kantone selbst, und diese können sie auch erfüllen. Für 100 Millionen Franken, auf 26 Kantone verteilt, braucht es keinen Bund! Hier können Sie 100 Millionen Franken sparen; setzen Sie dafür das Geld bei den Universitäten ein, wo das Geld wirklich fehlt.

Mit anderen Worten: Sie begehen keinen finanzpolitischen Sündenfall, wenn Sie dem Eventalantrag Plattner folgen, Sie tun etwas Richtiges. Das müssen Sie aber «flankieren» und für sich auch die entsprechenden finanzpolitischen Konsequenzen ziehen.

In diesem Sinne bitte ich Sie, den Eventalantrag Plattner zu unterstützen.

Beerli Christine (R, BE): Die Tatsache, dass wir hier etwas improvisiert eine bildungspolitische Debatte führen, zeigt klar auf, dass der Voranschlag nicht der richtige Ort ist, um diese Entscheide zu treffen. Ich muss Ihnen sagen: Mir hängt der Wissenschaftsstandort Schweiz auch sehr am Herzen. Ich mache mir ebenfalls Gedanken über unsere Konkurrenzfähigkeit in der Welt. Ich bin im Übrigen auch überzeugt, dass der Wissenschaftsstandort Schweiz die Grundlage für den Werkplatz Schweiz bildet und deshalb



von ausserordentlicher Bedeutung ist. Wir haben nur diese Ressourcen. Wir müssen sie pflegen, wenn wir international konkurrenzfähig bleiben wollen. Wir können aber diese Konkurrenzfähigkeit nicht einzig mit dem Einsatz von Geld erhalten. Ich möchte einige Punkte aufzählen, die mir ausserordentlich wichtig erscheinen, um in diesem Wettbewerb bestehen zu können.

Wir müssen in diesem Land ein forschungsfreundliches Klima schaffen. Hier erlaube ich mir, klar zu sagen, dass ich die Entscheide, wie sie in letzter Zeit vom Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft in Bezug auf die Forschung an der ETH Zürich gefällt worden sind, als ausserordentlich negativ einstufe. Damit werden in der Tat falsche Zeichen gesetzt. Die Forschung wird aus unserem Land vertrieben, wenn in einer Art und Weise vorgegangen wird, die der Gesetzgeber nicht will und die der Gesetzgeber und auch das Volk nicht sanktioniert haben.

Im Übrigen bin ich auch der Ansicht, dass wir nicht einzig mit Geld vorgehen können, wenn wir wettbewerbsfähig bleiben wollen, sondern dass wir unsere Strukturen überprüfen müssen. Hier gehe ich in weiten Teilen mit dem einig, was Herr Schmid sagt. Es ist ein Hochschularikel in der Vernehmlassung. Dieser Hochschularikel hat meiner Ansicht nach keine Zähne, er ist vollkommen zahm. Er ist so ausgestaltet, dass man es genauso gut bleiben lassen könnte. Es ist jetzt die Aufgabe der Vernehmlassungsteilnehmer – aber auch die Aufgabe unserer zuständigen Kommissionen –, daran zu arbeiten und dahingehend zu wirken, dass wir schlussendlich wirklich das haben, was auch Herr Schmid angesprochen hat. Ich bin ihm dankbar dafür, ich hätte an sich von ihm nicht erwartet, dass er in dieser Klarheit sagt: Die Hochschulpolitik ist vermehrt Sache des Bundes. Wir müssen den Bund im Bereich der Hochschulen vermehrt koordinieren lassen, währenddem die Grundschulpolitik Sache der Kantone ist.

Das war auch der Grund, wieso ich mich vehement gegen das Bildungsrahmengesetz eingesetzt habe. Für die Grundschule sind klar die Kantone zuständig, währenddem wir eine Koordinationsfunktion des Bundes im Bereich der Hochschulen klar bejahen müssen. Wir können uns in diesem Land nicht mehr zehn oder mehr Universitäten mit einem Gesamtangebot, also im Sinne der «universitas», leisten. Wir müssen uns spezialisieren. Wir müssen die kantonalen Universitäten auch zu Kompetenzzentren zusammenfassen. Damit die kantonalen Universitäten nicht in die zweite Liga absteigen, sondern wie die Eidgenössischen Technischen Hochschulen, die in der weltweiten Konkurrenz zum Glück noch bestehen, in der ersten Liga mitarbeiten können, müssen wir konzentrieren und koordinieren. Wir müssen das Geld ausgesprochen effizient einsetzen.

Wenn wir heute den Zahlungsrahmen erhöhen, dann tun wir dies, ohne die bildungspolitischen Grundlagen geschaffen zu haben, und wir geben namentlich etwas aus der Hand, was wir in der Diskussion mit den Kantonen benötigen. Nicht alle Erziehungsdirektoren sind, wie Herr Schmid, bereit, über eine gewisse Abgabe von Kompetenzen im universitären Bereich an den Bund zu verhandeln. Wenn ich das Credo höre, das in der Erziehungsdirektorenkonferenz vertreten wird, gehe ich eher davon aus, dass die Kantone in keiner Art und Weise bereit sind, hier dem Bund etwas mehr an Kompetenzen abzugeben. Wenn wir ihnen jetzt schon vorweg die Kredite auf Jahre hinaus zusprechen, ohne dass wir mit ihnen in Verhandlungen treten, dann tun wir etwas Falsches. Ich bin der Meinung, die kantonalen Universitäten brauchen mehr Geld, aber wir können das Geld nicht schon geben, bevor wir die Verhandlungen geführt haben. Denn wir müssen ja noch irgendeinen Trumpf in der Hand haben, um schlussendlich auch in diese Verhandlungen einsteigen zu können.

Deshalb bitte ich Sie, den Eventualantrag Plattner abzulehnen.

Langenberger Christiane (R, VD): Je comprends les arguments de Mme Beerli qui visent une politique et une vision

de longue haleine. Mais je crois aussi que nous avons telle-ment reçu d'appels au secours de nos universités actuelle-ment qui se plaignent de ne pas pouvoir engager des professeurs, d'avoir un afflux considérable d'étudiants, d'avoir, au niveau des cantons, des situations financières dif-ficiles. Dans le canton de Vaud, dans celui de Genève et dans d'autres, toutes lancent un appel au secours en disant: «Les cantons ont diminué les subsides accordés aux universités de 10 pour cent.» Ce sont les statistiques suisses qui le montrent. A côté de ça, nous manions ici la carotte et le bâton. Nous disons: «On donnera cette fois 32 millions de francs de plus, mais après c'est fini, on ne sait pas.» C'est donc une politique de «up and down» dans laquelle nos chercheurs, nos universités ne peuvent pas vivre. Il y a trop d'insécurité.

Nous voyons à quel point tous les pays ont accordé plus d'importance à la recherche, ont accordé plus d'importance au soutien financier à leurs universités. Et nous, nous sommes là à nous dire: «Ah non, 32 millions de francs de plus cette année, oui, ça va. Mais l'année prochaine, on ne sait pas ce qu'on donnera en plus.» Bien sûr que nous avons besoin d'une vision à long terme. Bien sûr que nous attendons avec impatience que le département se prononce et ait une vision claire sur ce qu'il veut faire mais, dans l'état actuel des choses, il y a urgence.

M. Schmid Carlo a parlé tout à l'heure de politique de l'infor-matique en se référant à la discussion que nous aurons la semaine prochaine. Mais nous savons, là aussi, que parmi les pays qui nous entourent, même la Hollande a investi un milliard et demi dans «Schulen ans Netz». Un milliard et demi! Et nous, maintenant, nous tergiversons sur 32 millions de francs! Je le regrette.

Il y a urgence. Nos universités sont dans une situation diffi-cile, même si je comprends la politique visionnaire de Mme Beerli qui dit que nous perdons là un peu de matière straté-gique pour ensuite faire pression sur la CDIP. Mais c'est maintenant qu'il faut agir, c'est maintenant que nos universités ont besoin de notre appui.

Schiesser Fritz (R, GL): Ich habe mit diesem Antrag Plattner insofern indirekt zu tun, als ich als Präsident des Schweizerischen Nationalfonds auf diesem Gebiet tätig bin und eine Institution vertrete, die sich mit einer ähnlichen Problematik konfrontiert sieht.

Ich möchte ein Beispiel aufgreifen: Wir hatten in diesem Rat vor einem Jahr eine ähnliche Ausgangslage, wie wir sie jetzt wieder haben. Allerdings wurde die Sache damals anders aufgegleist. Der Nationalrat sprach damals einen zusätzlichen Betrag von – Irrtum vorbehalten – 60 Millionen Franken, um zusätzliche Nationale Forschungsschwerpunkte (NFS) zu finanzieren. Ich sprach mich damals insofern ge-gen diese Mittel aus, als ich sagte, ich sei natürlich erfreut, wenn dem Nationalfonds mehr Mittel zur Verfügung gestellt würden, aber es sei fraglich, ob alles Geld am gleichen Ort eingesetzt werden müsste.

Nun haben wir heute eine ähnliche Situation in dem Sinne, dass Herr Plattner eine Umsetzung seiner Motion, die mit beträchtlicher Mehrheit überwiesen wurde, verlangt, wir aber keine Gesamtschau im Sinne einer Botschaft haben, wie das Herr Merz verlangt hat. Ich freue mich allerdings darüber, dass jetzt im Rahmen einer Budgetdebatte wenigstens eine Minidebatte über die Bildungs- und Forschungspolitik entsteht. Vielleicht müssen wir diese Debatte einmal an ei-nem anderen Beispiel aufgleisen und führen.

Es stellt sich die Frage, ob man diese Problematik nicht genau gleich aufgleisen könnte wie damals, als der Bundesrat in diesem Saal nach dem Beschluss des Nationalrates erklärte, dass er bereit sei, eine entsprechende Vorlage zu unterbreiten, mit der mehr Mittel für die Finanzierung von NFS – weniger als der Nationalrat damals gesprochen hatte – zur Verfügung gestellt würden.

Ich werde dem Antrag Plattner folgen. Ich bin zwar durchaus bundesratstreu, aber ich sehe – vielleicht aus einem anden Blickwinkel heraus – die Notwendigkeit, dass wir ver-



mehr im Bereich Bildung und Forschung investieren müssen, wenn wir mit dem, was in anderen Staaten passiert, mithalten wollen; dies, auch wenn man Zahlen nicht tel quel miteinander vergleichen kann, weil die Voraussetzungen in einzelnen Ländern durchaus verschieden sind.

Das von Kollege Schmid zitierte Beispiel zeigt auf, was heute eigentlich wirklich gang und gäbe ist: Heute sind nicht mehr nur einfach die Lohnforderungen massgebend, sondern ebenso die Umgebung, die einem hervorragenden For-scher geboten werden kann. Ich muss Ihnen nicht sagen, dass wir, verglichen mit anderen Ländern und insbesondere den Vereinigten Staaten, nur schwer mithalten können.

Zum Argument von Frau Kollegin Beerli, diese Erhöhung gleichsam als Pfand gegenüber den Kantonen in der Hand zu halten: Das ist eine Überlegung, die man durchaus nachvollziehen kann. Wenn wir aber die Kantone ohne dieses Pfand nicht dazu bringen können, dass sie die neue Situation entsprechend berücksichtigen und von ihren Kompetenzen auch etwas in das Gesamthochschulsystem einbringen, ist es um die Qualität des schweizerischen Hochschulstandortes, was die kantonalen Universitäten betrifft, schlecht bestellt. Denn die Hochschulkantone müssen im ureigensten Interesse daran interessiert sein, dass die Strukturen so verbessert werden, dass effizienter gearbeitet und die Mittel wirksamer eingesetzt werden können.

Ich habe keine neuen Vorschläge zu unterbreiten. Herr Plattner hat aber einen Stein ins Wasser geworfen, der Wellen wirft, und es liegt an uns, diese Wellen wahrzunehmen. Ich hoffe, dass wir das tun können. Ob der Antrag Plattner angenommen oder abgelehnt wird: Diese Frage müssen wir – vielleicht in der WBK – aufnehmen. Der Bundesrat wird sich dazu äussern müssen. Denn jedes Jahr werden wir im Rahmen der Budgetdebatte wieder diese Diskussionen haben, und wir müssen diese Frage einmal grundsätzlich behandeln.

Eine letzte Bemerkung: Ich habe das Votum von Herrn Kollege Schmid sehr geschätzt. In einem Punkt gehe ich mit ihm nicht einig: Das ist die ICT-Vorlage. Aber darüber werden wir zu einem anderen Zeitpunkt sprechen können.

Bürgi Hermann (V, TG): Etwas vorweg: Ich teile die Beurteilung der Situation, wie sie in Bezug auf Bildung und Forschung im Hochschulbereich vorgenommen worden ist. Ich teile auch die Auffassung, dass wir im Interesse unseres Landes in diesem Bereich mehr investieren müssen, denn das sind Investitionen in die Zukunft. Aber ich meine, was wir jetzt im Begriff sind zu tun, ist nicht richtig. Wir fällen jetzt eine Entscheidung, ohne über ausreichende Entscheidungsgrundlagen zu verfügen. Wir führen hier eine bildungspolitische Debatte, ohne in die Tiefe, in die wirkliche Tiefe, zu gehen.

Es darf jetzt nicht so interpretiert werden, dass jene, die für den Eventualantrag Plattner sind, gleichsam für den Forschungs- und Bildungsstandort Schweiz sind, und dass jene, die dagegen sind, keine Mittel gesprochen haben wollen. Das darf nicht der Fall sein. Ich bin deshalb der Meinung, wir sollten uns in der Art und Weise aussprechen, dass die Frage, die Herr Plattner aufgeworfen hat, in der Fachkommission, in der WBK, aufzunehmen und in aller Ruhe und mit aller Seriosität abzuklären ist, ob, wo und wie viel Gelder nötig sind. Es kann mir kein Mensch sagen, wo hin diese Gelder konkret fliessen sollen. Ich meine, wir sind es doch einer seriösen Finanzpolitik, aber auch einer seriösen Bildungspolitik schuldig, dass wir uns zuerst Rechenschaft geben, was genau konkret geschehen soll.

Eines muss ich noch sagen: Wenn jetzt gesagt wird, die Kantone hätten gekürzt, dann sage ich Ihnen als ehemaliger Erziehungsdirektor etwas. Die Hochschulpolitik als kantonale Domäne hat aus meiner Sicht keine Zukunft mehr – sie hat keine Zukunft mehr. Ich glaube, wir müssen jetzt so rasch wie möglich die Fragen im Zusammenhang mit der Hochschulpolitik auf Verfassungsebene und auch grundsätzlich lösen. Dann müssen wir auch über die Finanzfragen sprechen. Was mich jetzt etwas bedrückt: Aus einer klaren

Notsituation bei den Hochschulen heraus wollen wir im Rahmen einer Debatte über den Voranschlag einfach irgendwo gleichsam ein Loch wie bei einem porösen Gartenschlauch stopfen. Das kann keine zukunftsträchtige Politik sein.

Deshalb bin ich der Meinung, dass wir diesem Eventualantrag nicht folgen sollten. Aber wir müssen diese Frage aufnehmen und diskutieren. Herr Kollege Plattner, nächstes Jahr bin ich bereit, aufgrund der gewalteten Diskussionen im Voranschlag 2003 mich dann über konkrete, weitere Möglichkeiten zu unterhalten.

Fünfschilling Hans (R, BL): Ich möchte ziemlich genau in die gleiche Richtung gehen wie jetzt Kollege Bürgi. Ich darf daran erinnern: Bei der Diskussion der Motion 01.3159 hat ja der Bundesrat die Überweisung als Motion abgelehnt und gesagt, er werde dann den nächsten Zahlungsrahmen ab 2004 entsprechend anpassen und dazu sei auch entsprechend eine Botschaft notwendig. Im Rat haben wir dann gesagt: Nein, das genügt uns nicht, wir wollen das beschleunigen. Aufgrund dessen haben wir jetzt in diesem Budget bereits gehandelt und gemäss Vorschlag des Bundesrates um diese 32 Millionen Franken aufgestockt. Wir haben aber in der Finanzkommission nur über dieses Budget geredet. Man hat dann im Rahmen der Diskussion über dieses Budget gesagt: Jetzt müssen wir noch den Zahlungsrahmen anpassen. Nach der Diskussion in der Subkommission kam dann der Kommissionsantrag, den wir jetzt vor uns haben. Dieser Antrag ist aber meiner Ansicht nach nicht die Erfüllung der Motion, sondern dieser Antrag zum Zahlungsrahmen ist die notwendige Anpassung des Zahlungsrahmens aufgrund der Budgeterhöhung. Wir haben aber in der Finanzkommission gar nie darüber diskutiert, was nächstes Jahr und was übernächstes Jahr geschehen soll. Wenn wir jetzt im Rahmen der notwendigen Anpassung des Zahlungsrahmens diesen aber gleichzeitig entscheidend anheben, ist das etwas, über das wir in der Kommission nicht diskutiert haben.

Es wäre nach meiner Ansicht finanzrechtlich nicht ganz sauber, wenn wir im Rahmen einer Budgetdiskussion einen Zahlungsrahmen anpassen würden. Meine Ansicht ist folgende: Wir stimmen jetzt dem Kommissionsantrag zu, der Bundesrat muss aber aufgrund der überwiesenen Motion noch eine Vorlage bringen, in der der Zahlungsrahmen angepasst wird. Dann haben wir Zahlen des Bundesrates, wir haben Überlegungen des Bundesrates, die Fachkommission kann noch zustimmen. Wenn ich jetzt dem zustimme, was die Finanzkommission abgesegnet hat, dann heisst das nicht, dass ich materiell einer späteren Vorlage für eine entsprechende Anpassung des Zahlungsrahmens nicht zustimmen werde. Ich würde ihr gerne zustimmen. Ich habe der Motion zugestimmt, und diese Motion muss noch umgesetzt werden. Aber nachdem die Finanzkommission diese Anpassung jetzt nur im Rahmen des Budgets – und nur die notwendige Anpassung des Zahlungsrahmens – vorgenommen hat, scheint mir der Eventualantrag Plattner aus finanzrechtlicher Sicht nicht korrekt.

Bieri Peter (C, ZG): Es ist klar, dass wir aufgrund unserer Tätigkeit in der WBK und aufgrund unserer Kenntnisse und der Gespräche, die wir mit den Vertretern der Wissenschaft und der Hochschulen führten, erkannt haben, dass im Bereich der universitären Bildung Handlungsbedarf besteht. Es sind die Gründe genannt worden: die Umstellung der Studien auf die Bologna-Deklaration und auf der anderen Seite ganz sicher auch die Zunahme der Studentenzahlen. Bereits bei der letzten Vorlage im Bereich Bildung, Forschung und Technologie ist in Aussicht gestellt worden – und es ist auch realisiert worden –, dass ab nächstem Jahr die Beiträge an die Hochschulen steigen werden. Wir haben in der Vergangenheit die Motion Plattner 01.3159 überwiesen und auch klar signalisiert, dass hier zusätzlicher Handlungsbedarf besteht.

Nun stehen wir hier und heute da und sollten über diesen Zahlungsrahmen der Zukunft, für die nächsten Jahre, ent-



scheiden, ohne dass wir in der WBK, die dafür die zuständige Kommission ist, darüber in aller Gründlichkeit gesprochen haben. Das führt mich selber in ein Dilemma. Einerseits möchte ich aufgrund der Erkenntnis und aufgrund der Notwendigkeit an sich diesem Eventualantrag Plattner zu stimmen. Andererseits ist es auch eine Pflicht unserer Kommission, sauber und gründlich vorzugehen und – zusammen mit dem Bundesrat, dem zuständigen Departement und dem Staatssekretariat einerseits und mit den Bereichen der Forschung und Wissenschaft, sprich mit der Hochschule, andererseits – eine saubere Lösung der Frage zu finden, wo die Mittel schwergewichtig gebraucht werden und wie diese, auch zwischen den einzelnen Universitäten, zu verteilen sind. Ich möchte nur daran erinnern, dass wir in der Vergangenheit zum Beispiel heftige Diskussionen über die finanziellen Verhältnisse der Universitäten einerseits und der Eidgenössischen Technischen Hochschule andererseits geführt haben; diese Disparitäten oder Ungleichgewichte in der Mittelverteilung haben zu heftigen Diskussionen geführt.

Was ist in dieser relativ schwierigen Ausgangslage zu tun? Wenn wir jetzt einfach Herrn Plattner folgen, dann besteht die Gefahr, dass wir ein Fait accompli schaffen, aus dem wieder herauszukommen relativ schwierig sein wird. Wenn wir den Eventualantrag ablehnen, besteht die Gefahr, dass wir ein Zeichen setzen, wonach wir die jetzige Finanzierung als genügend erachten. Das ist eine unmögliche Situation. Ich möchte Ihnen deshalb beliebt machen, dass Sie uns diese Aufgabe in die WBK geben. Dort können wir zusammen mit dem Bundesrat, wie das auch Herr Bürgi gesagt hat, eine Lösung treffen, mit der wir den Handlungsbedarf anerkennen, aber auch die dazu notwendigen Vorschläge ausarbeiten. Dann werden wir mit einer entsprechenden Vorlage wiederum an Sie gelangen.

In diesem Sinne möchte ich Herrn Plattner fragen, inwieweit er bereit ist, diesen Weg zu beschreiten, damit wir hier einen sauberen Ablauf der Dinge gestalten können.

Plattner Gian-Reto (S, BS): Zuerst einmal meinen herzlichen Dank: Sie sind und bleiben ein feiner Rat. Dass Sie sich die Mühe nehmen, in einer Budgetdebatte doch ernsthaft über so etwas zu diskutieren, ehrt Sie sehr. Ich möchte ein paar weitere Argumente anführen.

Das Bild, das ich in Ihren Köpfen verankern möchte, ist folgendes: Wenn Sie jemanden haben, dem es nicht gut geht, der quasi krank auf der Strasse gefunden wird, dann nehmen Sie lebenserhaltende Massnahmen vor, auch bevor Sie genau wissen, was die Diagnose ist, welche Therapie nötig ist und wie genau die Operation aussehen muss. Jetzt verwirft Herr Merz die Hände. Er ist aber nicht an einer Universität tätig und weiß nicht, wie schlecht es diesen geht.

Die Universität Basel ist da noch gut dran, weil sie sehr viele private Mäzene hat, die mittlerweile einen Fünftel unseres Budgets decken. Private Mäzene! Ich war vor einer Woche in Freiburg und habe einen Vortrag über Hochschulpolitik gehalten. Der Universität Freiburg geht es hundsmiserabel. Man weiß dort nicht mehr, wie man sich wehren soll. Die Universität kann die Fachrichtung Medizin nicht mehr bezahlen. Sie verhandelt jetzt mit der Klinik Hirslanden, mit dem einzigen Ziel, das Medizinstudium aufrechtzuerhalten. Warum? Wenn die Mediziner nicht mehr da sind, muss die Universität auch die Fachrichtung Chemie schliessen, denn Chemiker hat sie auch keine mehr. Sie braucht die Mediziner, damit sie Lehraufgaben für die vorhandenen Departemente hat. Die Universität Freiburg hat echte Überlebensschwierigkeiten.

Die Argumente «Jetzt warten wir einmal helvetisch gemächlich wieder ein paar Jahre, bis mehr Geld kommt», und «Wir wollen ganz genau wissen, wofür wir das Geld ausgeben», wie Herr Bürgi gesagt hat, halte ich für falsch. Universitäten haben Grundlasten zu tragen. Diese Grundlasten sind sehr wohl definiert: Es ist die Aufrechterhaltung der Lehre, der Forschung, das Auswechseln des Lehrkörpers, die Entlastung des Mittelbaus, sodass dieser nicht nur lehren muss, sondern auch forschen kann, sodass auch Karrieren mög-

lich sind, damit nicht alle guten Leute abwandern. Da können Sie nicht Projekte definieren, da können Sie nicht genau definieren, wo jeder Franken hingeht, sondern Sie müssen eben die Grundsubventionen erhöhen. Man kann einen Betrieb wie die Universität Basel mit einem Budget von einigen hundert Millionen Franken nicht einfach mit projektgebundenen Geldern füttern, bei denen man auch noch jedes Jahr von jedem Franken sagen muss, warum und wie genau man ihn verwendet hat.

Geld ist halt wichtig, Kollegin Beerli! Den ETH geht es darum gut, weil ihr Bau- und Investitionsbudget schon grösser ist als das Gesamtbudget der Universität Basel, obwohl die ETH nur etwa doppelt so gross ist. Geld spielt eine Rolle; es ist schön zu sagen, Geld sei nicht alles – das können jene Leute sagen, die genug davon haben. Aber dort, wo Sie zu wenig Geld haben, ist es sehr wichtig.

Sie können ruhig ein Konzept verlangen, ich teile diese Meinung. Wer seinerzeit die Begründung meiner Motion gelesen hat, weiß, dass ich auch der Meinung bin, dass es im Hochschulraum Schweiz eine «Operation» und ein neues Konzept braucht. Ich möchte Herrn Bieri sagen: Ich bin freudig bereit, das in der WBK rasch anzugehen, aber es pressiert! Aber ich bitte Sie nun doch, diese – verglichen mit den Gesamtausgaben – kleinen Summen, diese «Promillegegend-Summen» für den Bund und «Prozentgegend-Summen» für die Universitäten als lebenserhaltende Massnahmen in den Finanzplan einzustellen.

Wenn Sie Angst haben, Sie müssten nun im nächsten Jahr 30 Millionen und im übernächsten Jahr 60 Millionen Franken zu viel geben, wenn Sie mir hier zustimmen, muss ich Ihnen sagen: Was der Bund heute an die Universitäten bezahlt, ist 10 Prozent des Gesamtbudgets, und er wird sicher viel mehr zahlen müssen. 30 Millionen zu viel wären dann 11 Prozent, aber wir diskutieren nicht darüber, ob 10, 11 oder 12 Prozent die richtige Grösse sei. Es steht, wie Kollege Schmid Carlo gesagt hat, die Frage im Raum, ob der Bund den tertiären Sektor – kantonale und eidgenössische Hochschulen zusammen – nicht überhaupt übernehmen und dann auch selber finanzieren müsste.

Haben Sie also keine Angst: Senden Sie das richtige Signal aus, tun Sie also beides: Folgen Sie einerseits den Konzeptideen, beauftragen Sie die WBK, die Motion Plattner zusammen mit dem Bundesrat weiter zu verwirklichen, aber geben Sie andererseits trotzdem diese Tropfen auf die heißen Steine, die in den Universitäten nun wirklich zuhauf herumliegen und die dringend mit etwas Geld gekühlt werden müssen.

Stimmen Sie bitte meinem Eventualantrag zu.

Villiger Kaspar, Bundesrat: Aus dieser Diskussion spricht ein Unbehagen. Ich habe sie mit Interesse verfolgt. Ich werde dieses Unbehagen meiner Kollegin gerne übermitteln. Ich habe als Finanzminister aber auch ein Unbehagen. Ich habe vor allem das Unbehagen, dass wir eine bildungspolitische Diskussion führen, bei der die zuständige Chefin nicht dabei ist. Ich stelle hier eine seltsame finanzpolitische Asymmetrie fest, die mich auch ein bisschen beschäftigt. Wir haben immer geklagt, man könne im Budget nichts mehr verändern, man könne nichts mehr sparen, man könne das Resultat nicht mehr verbessern. Aber es scheint, dass man das Umgekehrte tun kann, nämlich einfach aufstocken.

Herr Plattner hat gesagt, 30 Millionen Franken seien ein kleiner Betrag – 0, x Prozent oder Promille. Das ganze Budget setzt sich aus solchen Lappalien zusammen. Das ergibt am Schluss dann die Milliarden, die fehlen. Wir reden hier über eine Aufstockung von 200 Millionen Franken, wenn wir 30, 60 und 90 Millionen Franken zusammenzählen. Das ist doch ein ganz erheblicher Betrag. Ich spüre, dass es ein Problem gibt. Aber ich konnte Ihrer Diskussion nicht entnehmen, wie es genau steht und wie virulent das Ganze ist und wo genau das Geld nötig wäre. Es blieb doch recht im Allgemeinen. Der Patient ist krank, man muss etwa tun. Aber dies ist keine Analyse, die es eigentlich bräuchte, um 200 Millionen Franken zu beschliessen. Das ist mein Eindruck aus dieser Diskussion.



Der Bundesrat weiss, dass die Bildung eine wichtige Investition in die Zukunft unseres Landes ist. Deshalb ist in der letzten Zeit Bewegung in die stagnierenden Bildungsausgaben gekommen. Wir haben die Fachhochschulen gebildet. Wir werden die Mittel für die Berufsbildung erheblich aufstocken. Sie haben die Informatikimpulse erwähnt. Für den Hochschulbereich sieht die BFT-Botschaft einiges an Dynamik vor. Der Bundesrat ist sich bewusst, dass man in der Bildung etwas tun muss. Aber der Bildungsfranken muss genauso intensiv umgedreht und hinterfragt werden, bevor er investiert wird, wie jeder andere Franken auch. Ich höre, man müsse ein Signal setzen; mir sind Signale von 200 Millionen Franken, ohne dass sie wirklich in der Kommission vorberaten worden sind, einfach ein bisschen teuer. Ich habe Verständnis für das Anliegen. Aber das sind doch Beiträge, die es wert sind, dass man das Anliegen in der Kommission und mit einer Botschaft vertieft. Ich kann es nicht beurteilen, ohne mit meiner Kollegin Rücksprache genommen zu haben, aber wir haben es im Bundesrat zusammen mit der Motion Plattner kurz angeschaut. Ich werde es auch gerne im Bundesrat unterstützen, dass man das Anliegen vertieft und analysiert. Aber ich bin der Meinung, Sie sollten solche Entscheide nicht einfach spontan fällen, also so genannte Signale nicht im Rahmen des Budgetprozesses setzen.

Das ist der Grund dafür, dass ich Sie bitten möchte, diesen Eventualantrag abzulehnen.

Es stimmt: Die Anpassung des Zahlungsrahmens ist eine Folge des gestrigen Entscheides. Herr Fünfschilling hat es gesagt. Der Unterschied ist klar. Wenn Sie jetzt dieses Budget um 30 Millionen Franken anheben und den Zahlungsrahmen nicht anpassen, würde das heissen, dass man nächstes Jahr die 30 Millionen Franken wieder wegnehmen müsste. Was wir damit tun, ist eine allgemeine Anhebung des Gesamtniveaus. Ich glaube, Frau Bundesrätin Dreifuss hat dem in der Kommission zugestimmt – ich war nicht dabei – und hat dies auch begrüßt.

Herr Plattner beantragt, ist eine stufenweise Erhöhung. Ich möchte Sie bitten, hier keinen solchen Spontanentscheid als Signal zu fällen, aber doch in der Kommission zu signalisieren, dass Sie vom Bundesrat erwarten, dass man dieses Problem vertieft angeht und dann entsprechende Vorschläge unterbreitet. Mein Votum kann auch nicht so verstanden werden, dass ich kein Verständnis für das Problem hätte, das Sie hier haben. Aber ich sehe mich aufgrund der Debatte auch ausserstande, wirklich zu beurteilen, ob diese Beträge in dieser Gröszenordnung nötig sind. Das bitte ich Sie bei Ihrem Entscheid zu berücksichtigen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 26 Stimmen
Für den Eventualantrag Plattner 13 Stimmen

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Ausgabe 42 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht La majorité qualifiée est acquise

Art. 6

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Reimann Maximilian (V, AG): Ich möchte eine kurze Erklärung abgeben, weshalb ich nicht gewillt bin, diesem Budget zuzustimmen. Da es im Ständerat nicht wie im Nationalrat eine ausgedruckte Namensliste über das Abstimmungser-

gebnis gibt, melde ich mich eben kurz zu Wort. Bei den vorangegangenen Abstimmungen über die Ausgabenbremse hatte ich mich übrigens jeweils aus Konsequenzgründen der Stimme enthalten.

Das Budget 2002 schliesst mit einem Defizit ab, das sich laut Aussagen aus dem Finanzministerium der Marke von 2 Milliarden Franken nähern dürfte. Dazu kann ich nun schlicht und einfach nicht mehr Ja sagen. Ich weiss, dass Sonderfaktoren zu einem guten Stück dafür verantwortlich sind, Sonderfaktoren wie etwa die Expo.02, wofür ich schon früher zusätzliche Bundesgelder abgelehnt hatte. Aber es sind nicht nur Sonderfaktoren, auch das Wachstum der ordentlichen Ausgaben ist für das hohe Defizit mitverantwortlich.

Ich hatte schon in den Neunzigerjahren – damals noch als Mitglied der Finanzkommission – stets für mehr Ausgaben-disziplin gekämpft und jenen Defiziten meine Zustimmung verweigert, die ich als übersetzt eingestuft hatte. Ich blieb leider meist ein einsamer Rufer in der Wüste. Auch dieses Budget wird den Schuldenberg um wohl gegen 2 Milliarden Franken anwachsen lassen. Am nächsten Wochenende jedoch stimmt unser Volk über die neue Schuldenbremse ab. Mit grosser Mehrheit hat ja auch unser Rat dieser Vorlage zugestimmt. Sie wird den Bund hoffentlich zu mehr Zurückhaltung in der Ausgabenpolitik zwingen.

Als «Nicht-mehr-Mitglied» der Finanzkommission habe ich gestern und heute darauf verzichtet, im Plenum Einzelanträge zur Kürzung des Budgets einzureichen; sie wären chancenlos geblieben. Meine diesbezügliche Hoffnung setze ich nun halt einmal auf den Zweitrat und dann wenn möglich auf die Differenzbereinigung, mit einer Korrektur des Defizites nach unten.

Für heute lasse ich es mit einem Nein in der Gesamtabstimmung bewenden. Es möge als Symbol für meinen Unmut über den massiven Rückfall in die Defizitpolitik sowie als klares Zeichen für die Notwendigkeit der Schuldenbremse verstanden werden.

Schmid Carlo (C, AI): Geschätzter Maximilian Reimann, ich schätze Sie normalerweise sehr. Aber das war billig. Und zwar deswegen, weil Sie auf diese Art und Weise uns allen zusammen ein Zeugnis ausstellen, ein Zeugnis der Verantwortungslosigkeit, ein Zeugnis der finanzpolitischen Schuldigkeit. Sie machen es doppelt billig, wenn Sie sagen, Sie hätten extra, weil es nichts genutzt hätte, auf das Stellen von Anträgen zur Kürzung und zur Modifizierung des Budgets verzichtet. Damit nehmen Sie sich aus aller Verantwortung heraus. Ich halte Sie normalerweise nicht für verantwortungslos. Aber das war eine unangebrachte Zensurteilung an den Rat. Ich bitte Sie, das in aller Freundschaft entgegenzunehmen.

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes 40 Stimmen
Dagegen 1 Stimme

3. Bundesbeschluss II über die Entnahmen aus dem Fonds für die Eisenbahn-Grossprojekte für das Jahr 2002

3. Arrêté fédéral II concernant les prélevements sur le fonds pour les grands projets ferroviaires pour l'année 2002

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
 Für Annahme des Entwurfes 36 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

4. Bundesbeschluss III über den Voranschlag 2002 des Bereiches der Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Bereich)

4. Arrêté fédéral III concernant le budget du domaine des écoles polytechniques fédérales (domaine des EPF) pour l'année 2002

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
 Für Annahme des Entwurfes 39 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

01.047

Voranschlag 2001. Nachtrag II

Budget 2001. Supplément II

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 28.09.01
 Message du Conseil fédéral 28.09.01

Bestellung: EDMZ, 3003 Bern/Commande: OCFIM, 3003 Berne
 Ständerat/Conseil des Etats 27.11.01 (Erstrat – Premier Conseil)
 Ständerat/Conseil des Etats 28.11.01 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 03.12.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 05.12.01 (Fortsetzung – Suite)

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

1. Finanzrechnung

1. Compte financier

Detailberatung – Examen de détail

Finanzdepartement – Département des finances

601 Finanzverwaltung

601 Administration des finances

Antrag der Kommission

3180.000 Dienstleistungen Dritter (Klärung der Verantwortlichkeiten)
 Fr. 2 200 000
 3180.100 Kommissionen, Abgaben und Spesen der Bundesresorerie
 Fr. 34 000 000

Proposition de la commission

3180.000 Prestations de services de tiers (Elucidation des responsabilités)
 Fr. 2 200 000
 3180.100 Commissions, taxes et frais de la trésorerie fédérale
 Fr. 34 000 000

611 Finanzkontrolle
611 Contrôle des finances

Antrag der Kommission
 3180.000 Dienstleistungen Dritter (neu)
 Fr. 200 000
 3190.000 Übrige Sachausgaben (neu)
 Fr. 20 000

Proposition de la commission
 3180.000 Prestations de services de tiers (nouveau)
 Fr. 200 000
 3190.000 Autres biens et services (nouveau)
 Fr. 20 000

Angenommen – Adopté

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

803 Bundesamt für Zivilluftfahrt
803 Office fédéral de l'aviation civile

Antrag der Kommission
 4200.002 Aufrechterhaltung des Flugbetriebes (neu)
 Fr. 1 050 000 000
 4200.002 Kapitalbeteiligung an Fluggesellschaften (neu)
 Fr. 180 000 000

Proposition de la commission
 4200.002 Maintien des services de vol (nouveau)
 Fr. 1 050 000 000
 4200.002 Participation au capital des compagnies aériennes (nouveau)
 Fr. 180 000 000

Angenommen – Adopté

2. Bundesbeschluss über den Nachtrag II zum Voranschlag 2001

2. Arrêté fédéral concernant le supplément II au budget 2001

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

.... 2 028 324 300 Franken als Nachtragskredite.

Art. 1

Proposition de la commission

.... 2 028 324 300 francs de crédits supplémentaires.

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

.... bewilligt. Der Bund übernimmt die entsprechende Schadendeckung bis längstens 24. Dezember 2001.

